

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

BIMENSUEL

ORGANE DES PEUPLES OPPRIMÉS ET MINORITÉS NATIONALES DES BALKANS

La Révolution aux Indes

La lutte révolutionnaire qui a éclaté aux Indes pour l'indépendance nationale est le plus directement et le plus intimement lié à celle qui se poursuit aux Balkans par les peuples asservis et subjugués pour leur indépendance nationale. Il n'existe pas ici qu'une unité formelle des buts et des moyens de combat (le but, c'est l'indépendance nationale; le moyen: l'insurrection armée) — il y a bien plus: le front uni contre l'ennemi commun, contre l'impérialisme anglais.

Et, en effet, n'est-ce pas l'impérialisme anglais qui, aux Balkans aussi, a pris la place prépondérante parmi ses alliés? N'a-t-il pas toujours été, et n'est-il pas toujours «le troisième larron», lorsque les deux autres, la France et l'Italie, se querellent? La défaite de l'impérialisme anglais aux Indes ne sera-t-elle pas le signal pour l'effondrement de tout ce système de rapine de l'impérialisme mondial, sous le poids duquel gémissent les travailleurs tant des Indes que des Balkans?

Enfin, la disposition des forces de classe des deux côtés du front de lutte se ressemble en maints points tant aux Indes qu'aux Balkans.

Que des milliers de kilomètres séparent les peuples subjugués et asservis macédonien, dobroudjanais, albanais, croate etc. de leurs frères d'armes hindous révolutionnaires; que les conditions de la lutte de classe, les méthodes de l'oppression impérialiste et ses caractéristiques, les étapes du développement de cette lutte soient parfois différents ici et là-bas — l'ennemi est pourtant le même: l'impérialisme anglais; et ce fait montre avec une clarté toute particulière le caractère international de la lutte des peuples asservis pour leur indépendance nationale.

La disposition des forces de classe aux Indes est caractérisée aujourd'hui par une clarté bien plus grande que dans les étapes de jusqu'ici de la lutte pour l'indépendance nationale des Indes. La classe ouvrière se presse déjà au premier plan comme la force la plus combattive, la plus active, comme la force dirigeante devant conduire à la victoire la révolution nationale. Elle n'a pas encore occupé la place qui lui revient dans cette révolution, mais cette place est déjà nettement dessinée. La paysannerie, quoiqu'elle ne soit pas elle non plus entrée encore dans cette lutte de toute sa masse et de toute sa vigueur, y est elle aussi irrésistiblement entraînée, et le mot d'ordre du *front uni* obtient aux Indes aussi son baptême de feu.

Un rôle important aux Indes est tenu par l'intellectualité révolutionnaire, cette partie progressive de la petite-bourgeoisie. Elle prend une part active dans les démonstrations, les grèves, les actions armées.

Contre le front révolutionnaire, et côte à côte aux oppresseurs anglais, on voit s'avancer les princes et gros-propriétaires indigènes, la bourgeoisie, les représentants des classes dominantes de la population mahométane. Ne voyons-nous pas la même chose aux Balkans?

En présence de cette disposition des forces de la révolution aux Indes, le rôle traître du réformisme national, le rôle de l'agitation pour la «résistance passive» prêchée par les adhérents de Gandhi, se dévoile bien net.

La tâche de Gandhi consiste à empêcher les larges masses travailleuses des Indes d'entreprendre des actions directes et armées contre les Anglais. Et c'est là le rôle d'un allié des tyrans, sous le masque sournois de la «résistance passive» — car, au moment du suprême élan révolutionnaire, les masses furent détournées. Le rôle de Gandhi prit fin lorsque les masses comprirent les sens cachés de son agitation, lorsque la vague révolutionnaire balaya sa piètre «campagne de sel» et s'engagea dans la voie de la lutte armée.

Dans l'étape suivante de la lutte nationale révolutionnaire aux Indes, la classe ouvrière hindoue occupera la place dirigeante qui lui revient et portera dans la lutte révolutionnaire le principe d'organisation qui lui est propre.

Alors, les millions de paysans seront eux aussi entraînés dans la lutte et opposeront la guerre civile sur toutes les lignes à l'impérialisme anglais armé jusqu'aux dents. Contre ce front uni des ouvriers et paysans hindous, nulle puissance ne pourra résister, pas même celle de la moderne technique de guerre des Etats impérialistes. Les tanks, les trains blindés et la flotte aérienne militarisée seront impuissants contre la force gigantesque du peuple insurgé, conduit et organisé par le prolétariat révolutionnaire.

Les ouvriers et paysans des pays balkaniques suivent avec un intérêt ardent le développement des événements révolutionnaires aux Indes. Chaque succès des masses révolutionnaires aux Indes décuple la force et l'énergie des peuples opprimés dans leur lutte difficile contre l'asservissement national dans le secteur balkanique du front mondial de la lutte nationale-révolutionnaire.

Une Adresse du Comité des Organisations nationales révolutionnaires des Balkans, aux révolutionnaires des Indes

En présence de la gravité de la situation aux Indes, le Comité des organisations nationales-révolutionnaires des Balkans a dernièrement lancé aux révolutionnaires des Indes une Adresse que, vu son importance, nous portons ci-dessous à la connaissance de nos lecteurs.

Frères,

Des événements historiques se déroulent aux Indes. Le pays tout entier est en ébullition révolutionnaire. Grèves ouvrières dans les grandes villes comme Bombay, Calcutta, Madras et ailleurs; lutte active des masses travailleuses contre la police et les troupes; barricades; incendies des établissements d'Etat, arsenaux et casernes; lynchages des policiers et d'autres agents de l'impérialisme anglais; mutineries dans les villes les plus importantes (Bombay, Cittogong, Zimla, etc.); insurrection des masses travailleuses — tout cela montre que le peuple hindou est à bout de patience et qu'il a dépassé de loin les limites du Gandhiisme pacifique et du nationalisme

réformiste, et transforme de plus en plus son mouvement en une action révolutionnaire des larges masses laborieuses contre l'impérialisme anglais.

En même temps, le gouvernement indien, sous les ordres du gouvernement Macdonald, a recours à des méthodes sanglantes de répression pour briser tout élan révolutionnaire des masses populaires. On arrête quotidiennement. Plusieurs milliers d'ouvriers, paysans, artisans et intellectuels sont déjà en prison; on a jeté dans les prisons des militants du mouvement national, ouvrier et anti-impérialiste, en se basant sur une loi datant d'un siècle; on juge sommairement; la censure sévit; on a aboli le droit de réunion et de presse; on bombarde la population avec des mitrailleuses, des flottilles aériennes et des autos blindées; on renforce les garnisons; on déclare l'état de siège; on tue en masse dans toutes les villes importantes du pays — tout cela montre combien est grande la peur de l'impérialisme anglais devant le soulèvement des masses tra-

vaillieuses hindoues. Vis-à-vis des Indes, le gouvernement travailliste suit la politique traditionnelle coloniale et l'affirme une fois de plus par sa politique impérialiste et d'oppression brutale de peuples coloniaux. Ce gouvernement détient, depuis plus de 15 mois, dans les prisons de Meerouth des militants ouvriers hindous. En un mot, il veut noyer dans le sang la révolution naissante hindoue.

Pour affaiblir le front révolutionnaire de tous les peuples du pays, le gouvernement anglais actuel essaie de les opposer les uns aux autres et d'attiser la haine des Musulmans contre les Hindous, des Gourkhas contre les Musulmans et les Hindous. Ces essais ne réussissent cependant pas: les Musulmans et les Hindous luttent ensemble. Une partie des troupes les plus fidèles du gouvernement indien refuse de tirer contre les masses populaires insurgées: elle a déclaré sa solidarité avec la lutte révolutionnaire du peuple hindou opprimé; les cas de fraternisation se multiplient de plus en plus.

La révolution hindoue est en pleine marche. Elle triomphera. Elle portera un coup mortel à l'impérialisme anglais.

L'Inde sera libre et indépendante. Mais la révolution des Indes ne triomphera pas par les moyens du pacifisme et de non-obéissance civique des chefs Gandhistes, mais seulement par la lutte révolutionnaire des larges masses travailleuses. Les organisations nationales révolutionnaires des Balkans suivent avec une vive sympathie cette lutte des masses

opprimées des Indes et en admirent l'élan révolutionnaire. Nous nous déclarons complètement solidaires avec leur lutte contre l'impérialisme anglais.

Une Inde libre et indépendante sera un coup mortel pour l'impérialisme anglais et l'impérialisme mondial.

Nous, les représentants des peuples opprimés des Balkans, adressons nos plus vives sympathies et nos sentiments de solidarité révolutionnaire au peuple hindou. Nous voyons en lui un allié qui lutte contre l'impérialisme le plus puissant du monde, contre l'Empire Britannique, qui est la colonne vertébrale du système impérialiste mondial.

Nous saluons la lutte des masses révolutionnaires des Indes et déclarons que leur lutte est notre lutte. C'est la lutte des peuples opprimés du monde entier.

Vive l'indépendance des Indes!

Nous exigeons l'évacuation immédiate des Indes par les forces armées et les autorités anglaises!

A bas l'impérialisme mondial! A bas l'impérialisme anglais et son agent, le gouvernement de Macdonald!

Vive la révolution hindoue!

Vive la lutte nationale révolutionnaire des masses travailleuses de l'Inde contre l'impérialisme anglais!

Vive l'Inde libre et indépendante!

Le Comité des Organisations Nationales-Révolutionnaires des Balkans

La Yougoslavie, centre névralgique de l'Europe

Le procès de Matchek et du parti paysan croate, dont la presse française a parlé assez peu et pour cause, est abondamment analysé dans la presse de l'Europe Centrale et dans la presse britannique. Il en vaut la peine. Il appelle, une fois de plus, l'attention du monde civilisé sur cette Yougoslavie qui a pris la place de l'Empire des Habsbourg, qui en prolonge les méthodes et qui en renouvelle la diplomatie intérieure et les falsifications de pièces.

Important est le rôle de la Yougoslavie dans l'Europe actuelle, comme énorme fut le rôle de la Serbie dans la préparation du conflit de 1914. Mais ce n'est pas le passé qu'il s'agit d'envisager: c'est le présent.

La Yougoslavie a asservi une série d'éléments ethniques aux Serbes, comme l'Autriche et la Hongrie avaient subordonné des millions et des millions d'hommes: Slaves du Sud, Polonais, Roumains, Ukrainiens, Tchèques, Slovaques, Italiens, aux Allemands et aux Magyars. Les protecteurs des Karaguéorguévitch ont fermé, à dessein et par calcul, les yeux sur les dénis de justice que multipliaient un Alexandre Ier et son entourage. Quand le monarque a accompli son coup de force de janvier 1929, et appelé le chef de sa garde à piétiner les partis et les collectivités nationales, ces protecteurs ont applaudi.

Si l'on cherche pourquoi Alexandre Ier a accompli ce coup de force, les raisons se révèlent tout de suite. Il avait peur des travailleurs ouvriers et paysans qui s'efforçaient, comme ceux de Bulgarie et de Roumanie, à se soustraire à leur misère. Il avait peur des nationalités qu'écrasaient les Serbes: Croates, Slovènes, Monténégrins, Macédoniens, Bosniaques, Monténégrins, Albanais, Bulgares, et qui toutes tendaient au fédéralisme comme au seul système capable de leur assurer un minimum de liberté. La suppression du Statut et la proclamation de la dictature aboutissait à la fois à la domestication du prolétariat des villes et des champs et à l'établissement de la prépondérance serbe. Et Alexandre Ier voulut se venger de tous ceux qui lui avaient fait peur. C'est pourquoi il a porté de préférence ses coups sur le parti des paysans croates.

De toutes les oppositions nationales qui s'affirment en Yougoslavie, l'opposition croate a été la plus forte et la plus soutenue. Rien ne s'explique mieux.

Alors que l'ancienne Serbie s'était formée avec sa population presque tout entière rurale, la Croatie restait agrégée à l'Empire Habsbourgeois. Elle avait participé à la vie d'un grand Etat qui se tournait vers l'Occident. Ses habitants qui s'enrichissaient par l'industrie et le commerce offraient un type de culture plus avancé que le type serbe. Ils avaient été à certains moments flattés par l'Autriche qui se servait d'eux contre les Hongrois. Nul n'a oublié l'histoire de Yellatchitch. Les Croates étaient d'ailleurs jaloux de leur indépendance, tout au moins de leur autonomie, dans la Double Monarchie. Ils n'ont jamais passé pour faciles à conduire.

Ils caressèrent l'idée de former un Etat particulier, et cette idée fut même admise en principe par les puissances de l'Entente, quand elles discutèrent, dans leurs tractations secrètes, du

démembrement de l'Empire Habsbourgeois. Plus tard, ils aspirèrent au fédéralisme, c'est-à-dire qu'ils acceptèrent de construire un corps de nations avec les Serbes et les Slovènes, à condition de garder la maîtrise d'eux mêmes. La fameuse constitution de Vidovdan leur enleva tout espoir. Elle subordonnait aux Serbes les nouvelles provinces de l'Etat des Karaguéorguévitch. Entendez que la bureaucratie serbe était souveraine, que les généraux étaient serbes, serbes les diplomates et tous les hauts fonctionnaires, et que les Serbes ne payaient qu'un minimum d'impôts; le reste des charges s'abattait comme un tribut sur leurs nouveaux compatriotes. La constitution de Vidovdan ne fut pas mieux accueillie en Slovénie ou au Monténégro et en Macédoine qu'en Croatie, mais ce furent les Croates qui firent entendre le plus haut leurs protestations, parce qu'ils étaient les plus nombreux et aussi les plus fortement armés pour une lutte quelle qu'elle fût. A la tête de l'opposition à la Skoupchtina, était le groupe croate dont Raditch fut longtemps le chef. Ce Raditch, agitateur à la manière de l'Irlandais Parnell, il y a un demi-siècle, a étonné le monde par ses voltes-faces soudaines. On l'a vu proscrit, et on l'a vu ministre de la couronne. Après avoir prêché la révolution, il allait rendre hommage au monarque. Lorsqu'il devint trop redoutable, on le fit disparaître. Ce n'était pas le premier assassinat politique qui bouleversât l'histoire de ce royaume slave. Matchek succéda à Raditch. Comme lui, il se réclamait du fédéralisme. Quand le coup de force de Janvier eut été accompli, Alexandre Ier et le général Jivkovitch cherchèrent à l'impliquer dans une conspiration. De là le procès actuel où il a été associé à 23 autres Croates. Il est manifeste que l'inculpation a été forgée de toutes pièces, que la police a joué le principal rôle dans cette conjuration et que, pour arracher des aveux aux accusés, elle a recouru aux procédés les plus atroces. Mais pour se défaire du fédéralisme croate et consolider la dictature, le régime des Karaguéorguévitch ne reculerait devant rien. C'est en cela qu'il s'apparente et s'égale au régime des Habsbourg. Alexandre Ier veut retenir à tout prix la Croatie sous son joug, parce que si cette Croatie lui échappait, toute l'armature de son royaume s'effondrerait. Là où passeraient les Croates, passeraient les Slovènes, les Monténégrins, les Macédoniens, etc. etc., et les Serbes ne tarderaient pas à être réduits à eux mêmes.

Il est une puissance qui suit avec soin les événements de Yougoslavie, parce qu'elle a placé cette Yougoslavie sous sa tutelle: c'est la France. Il en est une autre qui surveille ces événements avec non moins d'attention, parce qu'elle souhaite et escompte l'effondrement de la Yougoslavie, et le cas échéant y contribuerait de toutes ses énergies: c'est l'Italie.

Jadis, la Serbie était un instrument de la Russie tsariste, contre l'Autriche-Hongrie dont elle devait ronger le flanc, et l'Autriche-Hongrie s'attachait toujours à la subjuguier ou à l'anéantir. Maintenant, la Yougoslavie est une alliée, une auxiliaire de la France contre l'Italie, et l'Italie songe en permanence à ruiner un Etat qui l'empêche de dominer les Balkans et qui commande l'une des deux rives

de l'Adriatique. C'est à Belgrade qu'est l'un des centres névralgiques de l'Europe présente, et peut-être même le principal de ces centres. Et c'est à ce titre que le procès Matchek et l'antagonisme serbo-croate se tient à la grande politique européenne.

C'est pour affaiblir la Yougoslavie que l'Italie a tenté de l'encercler en instituant son protectorat sur l'Albanie et en négociant avec la Bulgarie et avec l'ORIM. C'est pour lui donner le maximum de consistance que la France a prêté les

main à la formation de la Petite Entente et qu'elle défend cette Petite Entente avec l'énergie du désespoir.

La Yougoslavie, située dans une presqu'île de l'Europe, est un des facteurs essentiels de la politique européenne de la paix et de la guerre. Mais il suffit de se rappeler 1914 pour apprécier le rôle de Belgrade dans le passé et dans le présent.

Paul Louis

Un Appel aux masses travailleuses de la Macédoine et à l'opinion publique mondiale avancée

La dictature militaire panserbe continue son oeuvre sanguinaire en Macédoine. Les procès contre des nationaux-révolutionnaires macédoniens se suivent sans relâche. Après le procès des militants macédoniens de Koumanovo viendra celui des militants de Vélès. Fixé d'abord pour le 16 mai écoulé, la dictature en a ajourné les débats, et, d'après nos renseignements, il aura lieu dans une localité éloignée en Macédoine pour que les satrapes de Belgrade puissent cacher leur criminelle oeuvre aux regards du monde étranger.

Les organisations nationales-révolutionnaires des Balkans ont lancé à cette occasion un Appel aux masses travailleuses de la Macédoine et à l'opinion publique progressive du monde entier, et de célèbres militants politiques, des nationaux-révolutionnaires, des professeurs, des écrivains, des députés, de toutes les parties du monde, ont lancé au gouvernement de Belgrade et au Tribunal spécial des télégrammes de protestation. Nous reproduisons ci-bas l'Appel et quelques uns des télégrammes.

L'appareil juridique de Belgrade, créé spécialement pour défendre la dictature militaire fasciste, fonctionne sans relâche. Les procès intentés contre les ouvriers révolutionnaires, communistes et nationaux-révolutionnaires jugés par le Tribunal d'Etat, se suivent sans arrêt et se terminent par des condamnations draconiennes. Les peuples soumis à l'oppression nationale, qui composent les deux tiers de la population en Yougoslavie, et que la dictature veut fondre en une nation homogène grand-serbe, et les masses travailleuses du pays, sont mis hors la loi, et leur lutte pour l'existence et la libération nationale est noyée dans la terreur et le sang.

Alors que l'attention de l'opinion publique n'est pas encore détournée du grand procès contre les nationalistes croates, la dictature de Belgrade met en scène un nouveau procès devant le Tribunal d'Etat. Cette fois c'est un procès contre 22 Macédoniens nationaux-révolutionnaires, ayant à leur tête l'ancien instituteur, militant courageux pour la liberté nationale de la Macédoine, — Panko Brachnaroff. Après une détention préventive de 11 mois, les nationaux-révolutionnaires sont envoyés devant le Tribunal d'exception, accusés de « haute-trahison » pour avoir fait de la propagande à l'aide d'une imprimerie clandestine, etc. On peut juger des souffrances auxquelles les accusés ont été soumis par les policiers, — pour leur arracher des aveux — par le fait qu'un des accusés, Ivan Djipounoff, ancien instituteur, en est mort, il y a six mois, dans la prison de Vélès. Les bourreaux de Belgrade entourent ce procès d'une atmosphère de conspiration et d'obscurité, afin d'éviter le contrôle de la presse et de l'opinion publique. Ils cachent ainsi un procès qui illustre tout le régime sanglant régnant en Macédoine. C'est aussi pour cette raison qu'on a résolu de transférer le Tribunal de Belgrade en un endroit jusqu'ici inconnu de la Macédoine. Cela permettra de « juger » dans une atmosphère de terreur physique et morale pour les accusés.

Il y a trois mois, la clique militaire et fasciste de Belgrade avait déjà mis en scène un autre procès contre 15 révolutionnaires macédoniens de Koumanovo. Ce procès s'est terminé par la condamnation de tous les accusés à de longues années de prison. Le procès actuel, ne sera pas le dernier. La terreur judiciaire n'est qu'un supplément au régime d'assassinats en masse, régime de dénationalisation existant voilà plus de dix ans en Macédoine, particulièrement renforcé par la dictature.

Depuis l'occupation de la Macédoine par les impérialistes de Belgrade, les autorités et les agents de la « Main Blanche » ont tué plus de 1500 Macédoniens, 25.000 personnes ont passé par les prisons, dont 24 ont été condamnées à mort et 3.700 à des milliers d'années de détention. Aujourd'hui encore, 400 Macédoniens révolutionnaires languissent dans les geôles. Rien que dans la prison du village d'Ildrisovo, dans les environs de Skopje, gémissent 180 Macédoniens, détenus

politiques. Les droits politiques et civiques sont complètement annulés pour la population. C'est l'arbitraire policier qui règne. Le peuple est soumis à une dénationalisation sanguinaire. On pille les biens des paysans pour installer des colons. Tous les droits nationaux et culturels acquis après de longues luttes, au temps des Sultans, sont aujourd'hui supprimés. La population n'a pas le droit de parler sa langue maternelle. On serbise partout et par tous les moyens: la population est obligée de changer son nom, son costume national, ses habitudes. Economiquement, la Macédoine représente une demi colonie, l'exploitation et le pillage n'y connaissent aucune limite.

Ce régime infernal est dirigé directement par le roi Alexandre qui, par l'intermédiaire de l'ancien chef de la Sûreté Générale, le bien connu Jika Lasitch — actuellement « ban » en Macédoine — contrôle ce système de terreur et d'assassinats dans toute la vallée du Vardar.

L'unique issue de cette situation, pour le peuple opprimé macédonien, c'est la lutte révolutionnaire de masse, et c'est justement cette lutte révolutionnaire que les masses macédoniennes ont déjà adoptée. Les assassinats, la terreur et les procès mis en scène par la dictature n'arrêteront pas la marche de cette lutte libératrice.

Protestant vigoureusement contre les méthodes sanguinaires pratiquées par la dictature en Macédoine et contre le procès intenté contre les 22 nationaux-révolutionnaires macédoniens, nous, les représentants des organisations nationales-révolutionnaires des Balkans, nous déclarons notre solidarité complète avec la lutte des masses travailleuses de Macédoine, dirigée par l'Org. Inter. Révol. Macédonienne Unifiée.

Nous constatons avec satisfaction que les masses macédoniennes travailleuses se libèrent de l'influence des impérialistes balkaniques de Sofia, Belgrade et Athènes, qui veulent accaparer ce mouvement national-libérateur pour leurs buts impérialistes. Nous constatons aussi que les fascistes macédoniens de Sofia, personnifiés par l'ORIM fasciste, — instrument servile entre les mains du pouvoir fasciste pour terroriser les masses ouvrières en Bulgarie, pour les fins de la politique de revanche de l'impérialisme bulgare et de l'impérialisme agressif italien — sont déjà complètement discrédités aux yeux des masses macédoniennes. Ni les attentats terroristes des fascistes macédoniens de Sofia, ni leurs lamentables pétitions à la S. D. N., pour la reconnaissance de droits, comme minorité nationale, au peuple macédonien, ne peuvent rehausser leur prestige auprès des masses macédoniennes. Ces dernières se rangent ouvertement sur le front révolutionnaire, profondément convaincues par l'âpre expérience que ce n'est que par la lutte révolutionnaire de masse contre l'impérialisme qu'elles pourront recouvrer la liberté. C'est l'unique route à suivre pour les minorités nationales et les peuples opprimés des Balkans.

Nous faisons appel aux masses travailleuses de Macédoine, Croatie, Slovénie, Monténégro, Kossovo, Bosnie, etc., etc., supportant aujourd'hui le terrible joug économique, politique et national des impérialistes de Belgrade, d'unir leur forces révolutionnaires à celles des ouvriers et paysans révolutionnaires, dans la lutte qu'elles mènent contre la dictature. Ce ne sera que par le front uni des masses soumises à l'oppression nationale et économique des Balkans que l'on pourra abolir le régime de la réaction et du fascisme et établir la Fédération Balkanique des masses travailleuses.

Vive la lutte révolutionnaire du peuple macédonien, pour sa libération et son indépendance!

A bas la dictature militaire fasciste!

A bas la monarchie impérialiste grand-serbe!

Vive le front révolutionnaire uni des ouvriers et paysans!

Vive la Fédération Balkanique des Libres Républiques des masses travailleuses!

Comité des Organisations Nationales-Révolutionnaires des Balkans

Télégrammes de protestation

Ministre-président Jivkovitch,

Belgrade

La mise en scène du procès contre 22 combattants macédoniens pour la libération nationale prouve à nouveau que vous continuez le système de meurtres en masse, terreur, dénationalisation, pillage, annihilation des droits les plus élémentaires de vie de tout un peuple. Au nom de 150 organisations affiliées, représentant les peuples opprimés du monde entier, nous protestons contre vos barbares méthodes d'oppression, exigeons la libération immédiate de tous les accusés. Nous nous solidarisons avec la lutte du peuple macédonien pour l'autodétermination et la liberté.

Pour l'Exécutif et le Conseil Général de la Ligue contre l'Impérialisme et l'Indépendance Nationale:

Maxim Gorki; Upton Sinclair; Mme. Sun Yat Sen; Henri Barbusse; Jawaharlal Nehru, président du Conseil National Ndién; Huang Ping, Chine; Saklatvala, Indes; Mohammed Hatta, Indonésie; Fuad Chimali, Syrie; Ford, peuples nègres; Herclot, France; Bridgeman, Angleterre; Pollitt, Angleterre; Fimmen, Hollande; Müenzenberg, membre du Reichstag, et

V. Chattopadhyaya, Indes — secrétaires; Sen Katayama, Japon; Hamdi el Hussein, Arabie; Scott Nearing, U.S.A.; Mme. Despard, Irlande; Léon Werth, France; professeur Nejedly, Tchécoslovaquie.

*

Ministre-président Jivkovitch

Belgrade

La mise en scène du procès contre Panko Brachnaroff et 22 combattants macédoniens pour la libération nationale prouve à nouveau, que vous continuez le système de meurtres en masse, terreur, dénationalisation, pillage, annihilation des droits les plus élémentaire de vie de tout un peuple. Nous protestons contre vos méthodes barbares d'oppression, exigeons libération immédiate de tous les accusés. Nous nous solidarisons avec la lutte du peuple macédonien pour le droit d'autodétermination et la liberté.

Union des Balkans Libres:

Professeur Albert Einstein; Thomas Mann; Karin Michaelis; Herwarth Walden, secrétaire-général; prof. Dr. A. Goldschmidt; Carl von Ossietzky, écrivain; Dr. Helene Stöcker,

La Société des Nations, et les memorandums et pétitions macédoniens et leur sort^{*)}

Depuis l'existence de la Société des Nations, de nombreux memorandums, exposés et pétitions lui ont été adressés par différents Comités, Unions et Organisations macédoniennes. Antérieurement, lors de la Conférence de «Paix» de Paris, avant la création de l'Institution Généroise, Messieurs Karandjoulouff, Dr. K. Stanicheff, Bajdaroff et Pavloff avaient adressé au nom d'un «Comité Exécutif des Organisations Macédoniennes de Bienfaisance en Bulgarie», un Mémoire aux gouvernements des grandes puissances «vainqueurs» et, prétendant parler au nom de la population bulgare en Macédoine et des centaines de milliers d'émigrés en Bulgarie, ils demandaient l'annexion pure et simple de la Macédoine à la Bulgarie. Naturellement, aucun des gouvernements auxquels ce Mémoire avait été adressé n'y prêta la moindre attention et la Macédoine resta dans la situation dans laquelle ces impérialistes, d'accord avec leurs agents balkaniques, l'avaient placée.

Peu après, la Société des Nations fut créée, et c'est elle qui, dorénavant, devait s'occuper de l'application des traités de «paix», des clauses relatives à la protection des minorités, et des traités spéciaux concernant ces minorités. Alors, de nombreux comités, organisations, associations, institutions, et des particuliers s'adressèrent à elle pour l'informer de la situation des minorités et demander l'application des clauses et traités spéciaux. On ne sait que trop bien la considération qu'elle a accordée à ces demandes et propositions qui avaient pour but le soulagement de la situation de ces minorités, et particulièrement à celles relatives à la «minorité bulgare» en Yougoslavie. Pas une de ces propositions, de celle du professeur Moreille à celles de Stresemann et de Dandurand, ne fut acceptée par cette Institution «humanitaire».

Le sort des memorandums et pétitions des différents comités, organisations et particuliers macédoniens n'a pas été meilleur. Le nombre de ces pétitions concernant la Macédoine a été grand, dit-on: M. Pénakoff en compte 16 jusqu'au mois de mars de l'année dernière. Depuis, d'autres memorandums ont aussi été adressés à Genève. Nulle suite n'a été donnée à ces adresses. Elles ont été classées dans les archives poussiéreuses de la Société des Nations.

Il y a plus de trois mois, trois Macédoniens présentèrent à la Société des Nations une pétition qui fit grand bruit dans les milieux macédoniens ci-haut mentionnés: elle a été accueillie avec enthousiasme par ces milieux, en Bulgarie et ailleurs. Vu ce bruit que les fascistes macédoniens firent autour de cette adresse, et vu leurs tentatives d'en profiter pour leurs fins politiques, nous l'examinerons ici plus particulièrement.

D'abord, quel était le contenu de ce «document»?

Cette pétition, déposée vers la mi-janvier au secrétariat de la Société des Nations, s'occupe de la situation des Bulgares en Macédoine sous le joug serbe et en donne un superficiel aperçu. Elle contient des renseignements sur le joug culturel dont souffre la population bulgare en Macédoine sous le joug serbe; elle parle des écoles, églises, bibliothèques et salles de lecture fermées; elle parle brièvement de la politique de dénationalisation appliquée par le pouvoir grand-serbe, mentionnant que les Bulgares macédoniens y sont privés de droits politiques; elle effleure la misère sociale dans laquelle ils se

débattent; elle mentionne que la population bulgare y est privée du droit de parler sa langue maternelle dans la vie publique et privée, que toute publication en cette langue est défendue, que cette population a été obligée de changer de nom et est privée du droit de lire des publications et chansons bulgares; qu'il lui a été défendu de célébrer les fêtes patronales; que souvent des femmes macédoniennes sont forcées à se marier avec des gendarmes serbes; que les intellectuels macédoniens d'origine bulgare ne peuvent point occuper des fonctions publiques.

Puis, la pétition déclare que la population bulgare en Macédoine croit fermement en la mission humanitaire de la Société des Nations, et que tous les faits exposés jusque là dans les pétitions des organisations des émigrés macédoniens correspondent à la réalité, et les demandes y exprimées à la volonté de la population bulgare en Yougoslavie.

Enfin, comme conclusion, les délégués demandent que le peuple macédonien soit reconnu et que les traités pour la protection des minorités soient respectés, qu'il soit permis à l'émigration de rentrer dans le pays, qu'une amnistie soit accordée, que la réouverture des églises et écoles bulgares soit autorisée, et qu'une Commission soit nommée par la Société des Nations pour contrôler l'application effective des clauses et traités spéciaux (la délégation table sur le traité de St. Germain, du 10 septembre 1919).

Tout ce qui est exposé dans cette pétition sur la situation de la population en Macédoine sous le joug serbe est absolument vrai.

Mais, cet exposé donne-t-il un tableau approximatif du régime barbare sous lequel gémit la population macédonienne d'origine bulgare, et en général le peuple macédonien en entier? Point du tout! Les lecteurs de cet exposé croiraient que les Macédoniens bulgares ne sont privés que de leurs droits culturels. Ils ne pourraient voir, de cette lecture, que la «minorité bulgare» est privée de tout droit — et dans la même situation se trouvent les «minorités» albanaise, turque, koutsovalaque, etc. en Macédoine, c'est-à-dire tout le peuple macédonien: il ne s'agit point ici d'une minorité nationale, ou des minorités nationales, mais d'un peuple entier opprimé en entier — qu'on lui refuse le droit d'exister; le droit d'organiser ses partis nationaux, ses associations et organisations; qu'elle ne jouit même pas des droits, quoique bien limités, qu'elle possédait avant la dictature: droit de présenter ses listes électorales; de parole, de presse, de réunion, d'association et même d'organisation professionnelle; que la population bulgare en Macédoine est soumise à une exploitation et un pillage colonial inouï; que le produit de son travail lui est ravi par l'Etat, les banquiers, les commerçants, les exploités, les usuriers; qu'elle gémit sous la corruption qui a pris des dimensions énormes dans l'Administration; que les paysans sont devenus de véritables parias et souffrent d'une noire misère; que les artisans et les ouvriers sont menacés de la mort de faim; que même les commerçants et les industriels sont entravés dans leurs affaires; que les intellectuels sont non seulement privés du droit d'occuper une fonction d'Etat, mais qu'ils emplissent aussi les prisons du roi Alexandre, ou portent la lourde croix de l'émigration;

qu'une terreur politique inouïe s'est déferlée sur le pays; que la Macédoine pilule de gendarmes — le gouvernement y a

*) Voir «Féd. Balk.» No. 129/130, 131 et 134.

envoyé plus de la moitié du contingent, en Yougoslavie, des policiers et des troupes; que des bandes fascistes armées: des contre-tchétsas, des «associations patriotiques» et des groupes de colons, terrorisent la population;

que depuis l'instauration du régime sanglant yougoslave, 1500 Macédoniens ont été tués, qu'en plusieurs localités de véritables carnages ont eu lieu; que pendant ce même laps de temps, plus de 25.000 Macédoniens ont passé par les prisons, que 4000 environ en ont été condamnés à des dizaines de milliers d'années de prison, et qu'aujourd'hui encore un millier de Macédoniens pourrissent dans les geôles yougoslaves; que les procès se suivent sans relâche et que des militants macédoniens sont condamnés en masse à de lourdes peines; que le système des «disparitions sans traces» et de la tuerie «en tentative de fuite» est pratiqué en Macédoine avec toute sa férocité; que des villages sont détruits en masse, des maisons incendiées par centaines;

qu'enfin, depuis l'instauration de la dictature, la Macédoine sous le joug serbe est devenu un véritable enfer.

Ces Macédoniens qui avaient décidé de s'adresser à la Société des Nations et d'organiser une campagne, n'auraient point dû présenter une pétition, mais bien formuler une protestation énergique en y relevant la véritable situation dans laquelle se débat la «minorité bulgare», afin que le monde ait bien pu se rendre compte de l'enfer macédonien; ils auraient dû formuler des revendications correspondant véritablement à la volonté du peuple macédonien, et ayant tout à celle de la population bulgare, stigmatisant tous les facteurs qui encouragent ou tolèrent cette politique de sanglante terreur, de féroce oppression nationale et dénationalisation.

Ils n'ont cependant pas ainsi agi. Ce qui prouve qu'ils ne s'occupent pas sérieusement de la situation du peuple macédonien, qu'ils ne sentent pas ses souffrances, qu'ils ne s'intéressent pas sérieusement à la création d'un état de choses permettant au peuple macédonien de vivre libre et indépendant.

(Suite et fin au prochain numéro)

D. Vlahoff

Les convulsions des impérialismes balkaniques

La farce d'un Locarno balkanique

Depuis un certain temps, la presse des gouvernements de terreur balkaniques agite fiévreusement le problème d'un rapprochement économique et politique.

C'est surtout la presse d'Athènes qui déploie le plus de zèle dans cette campagne caractéristique.

Cette campagne a pour origine la décision du 27^{me} Congrès du Bureau International de la Paix de convoquer, à Athènes, une première Conférence interbalkanique, vers la fin du mois de septembre prochain.

Les journaux grecs vont jusqu'à poser la question d'une Confédération balkanique.

La «Patriis», par exemple, dans son numéro du 3 mai, à l'appui de cette thèse cite l'opinion du géographe américain M. Mears, qui relève que les Petits Etats n'ont pas d'indépendance politique réelle et ne sont pas en état de protéger et de développer leur économie nationale. Et le savant américain démontre quelle unité supérieure politique et économique formeraient les Etats balkaniques en s'unissant.

L'organe grec, tout en reconnaissant les difficultés d'une telle entente, par suite des nombreux et graves conflits existant entre les Etats de la péninsule, souhaite que le cabinet d'Athènes prenne l'initiative de faire aux gouvernements voisins la proposition suivante: à chaque Conférence balkanique, les ministres des Affaires Etrangères des Etats balkaniques se rencontrent, dans la même capitale où se tiendra la Conférence, pour examiner les questions présentant un intérêt commun.

La «Pravda» de Belgrade va au devant du désir de rapprochement balkanique et elle aussi formule une recette en vue de «la sauvegarde de l'indépendance politique et économique de la péninsule». Elle recommande la création d'une Banque Interbalkanique à la constitution de laquelle participeraient les établissements officiels de crédit des différents Etats balkaniques. Une partie du capital de cette banque pourrait être recueillie par souscription libre. Les efforts de la Banque Interbalkanique tendraient vers les trois directions ci-dessous:

1. Assurer le contact avec le capital mondial; 2. Appuyer les travaux les plus importants dans les différents Etats balkaniques et 3. Encourager les travaux d'intérêt commun de plusieurs pays balkaniques ou d'intérêt commun pour tous les Balkans. Cette Banque posséderait un Comité National dans chaque pays balkanique. Et ce Comité National aurait pour tâche notamment de travailler à rendre plus intenses les communications ferroviaires, maritimes et postales. La même Banque encouragerait l'ouverture de ports francs sur le littoral adriatique, égéen ou celui de la mer Noire, ainsi que de ports francs sur le Danube, notamment du port de Belgrade.

Selon la «Pravda», à cette Banque Interbalkanique seraient affiliés d'autres établissements, comme, par exemple, un Institut balkanique d'études économiques et des Chambres d'Agriculture, de Commerce et d'Industrie pour tous les Balkans. Chaque capitale balkanique serait le siège d'un de ces Instituts de caractère général pour les Balkans.

Dans un autre article, le même journal examine le problème relatif au rapprochement intellectuel et moral des peuples balkaniques. Il s'arrête, entre autres, sur l'unification de l'alphabet des langues serbe, croate et bulgare. Il déclare que l'adoption de l'alphabet latin n'est pas seulement un problème yougoslave, mais aussi un problème bulgare. Et l'auteur de

l'article recommande la réunion d'un Congrès à Sofia, à Belgrade ou dans une autre ville balkanique pour y entendre «les suggestions bulgares».

Enfin, le journal insiste sur la nécessité de l'établissement des liens entre les différentes Eglises orthodoxes, notamment les églises orthodoxes serbe, roumaine, bulgare, grecque et albanaise.

La presse officielle bulgare ne se montre pas hostile à l'idée d'un Locarno balkanique. Mais, comme interprète d'un pays vaincu qui a été frustré par ses voisins et qui a à faire prévaloir une foule de revendications importantes d'ordre aussi bien économique que politique, elle formule des réserves. Dans le statut actuel des Balkans, une entente consacrerait forcément l'état d'infériorité de la bourgeoisie bulgare. Aussi, «La Bulgarie», l'organe du ministère des Affaires Etrangères, suppose-t-elle derrière «l'idéal sublime» d'un Locarno balkanique une arrière-pensée. Et l'officieux bulgare pose ouvertement la question aux Serbes:

«Etant inspiré d'un pareil idéal sublime, peut-on ignorer les droits élémentaires des peuples balkaniques, n'importe dans quelle région de la Péninsule? Persistera-t-on à soutenir l'idée de suprématie et de priorité dans les rapports interbalkaniques?»

La «Pravda» de Belgrade ayant inséré un nouvel article préconisant un Locarno balkanique qui comprendrait plusieurs pactes d'amitié, de collaboration et de non-agression, et tout cela couronné par la conclusion d'une union douanière balkanique, «La Bulgarie» fait remarquer, en réponse qu'il faut éviter «d'élever des échafaudages très fragiles» et que «toute saine politique ne peut reposer que sur les faits et la réalité, et non pas sur les sentiments et les désirs».

Or, les faits parlent un langage clair et troublant. La Bulgarie impérialiste est isolée tant économiquement que politiquement. Elle n'a pas une armée permanente. Elle n'a pas d'issue à la mer Egée. Et les traités internationaux assurant la protection des minorités sont restés lettres mortes. «L'assimilation forcée des éléments étrangers à la nation dominante continue», souligne mélancoliquement l'organe officiel bulgare.

L'isolement de la Bulgarie est pratiqué avec une rigueur telle que Sofia n'est liée téléphoniquement qu'avec Bucarest et ce depuis quelques mois seulement. «Tout récemment, déclare le même journal, il avait été bien question de relier Athènes à Belgrade, Belgrade à Sofia et Sofia à Athènes, mais le projet ne paraît pas sur le point d'être réalisé».

Les Etats balkaniques sont déchirés de divisions si profondes qu'une entente est du domaine de la chimère.

Même s'ils arrivaient, par impossible, à s'entendre, cette entente, par son caractère factice, ne serait qu'un piège tendu les uns contre les autres, pour se mieux étrangler.

Et alors, demanderez-vous, pourquoi ce remue-ménage dans la famille balkanique atrocement divisée?

C'est que les dictatures balkaniques souffrent horriblement d'une crise intérieure sans issue. Les formidables difficultés économiques, le chômage, la misère ébranlent jusqu'à leurs fondements même ces régimes. En Roumanie, le chiffre des chômeurs est de 300.000; en Yougoslavie, de 230.000 à 250.000; en Grèce, de 100.000. Le chômage seul dans la manufacture du tabac, est de 40.000. En Bulgarie existent 150.000 chômeurs, dont 10.000 seulement dans la ville de Philippopole.

Ces chiffres sont d'une éloquence cruelle, surtout lorsque nous prenons en considération le fait qu'il s'agit de pays relativement petits et médiocrement évolués!

Les bourgeoisies des Balkans soupirent donc après un peu de calme, de tranquillité intérieure. Elles croient naïvement pouvoir obtenir un répit, ne fut-ce que provisoire, par un accord entre elles, pour écraser le mouvement d'émancipation des ouvriers, des paysans et des peuples opprimés.

D'autre part, les petits impérialismes des Balkans suivent avec angoisse les rivalités des grands impérialismes qui s'exaspèrent, le duel ouvert, déclaré surtout entre Rome et Paris, après l'échec de Londres. Ils voient, dans l'antagonisme

déchaîné de leurs patrons, la tempête sanglante se tordre et s'approcher, pour les engloûtir tous...

Et, instinctivement, pour ainsi dire, ils sentent le besoin de se tendre la main. Mais leur geste reste suspendu dans l'air, car les mains tendues ne sont pas sincères, fraternelles; elles cachent le poignard qui doit abattre le concurrent irréductible amadoué.

Les bourgeoisies, dans les Balkans, comme partout ailleurs, ne sont capables d'aucune oeuvre de construction.

C'est aux peuples travailleurs balkaniques qu'incombe la mission d'abattre les dictatures fascistes et militaristes existantes dans les Balkans et d'instaurer la Fédération des Républiques des masses travailleuses.

B. Rilsky

L'impérialisme italien en Albanie

La flotte italienne a visité récemment les ports de la «petite alliée» d'outre-mer. La «petite alliée», c'est l'Albanie, vous le savez. Pour honorer les représentants de la «grande alliée», le roi Zogou avait organisé des réceptions officielles de toute première classe et des manifestations populaires «spontanées et enthousiastes». Les hôtes ont dû certainement s'apercevoir que les manifestations enthousiastes étaient plutôt tièdes. Le peuple albanais n'était pas très fier de voir parader insolemment chez lui ceux qu'il a une fois rejetés dans la mer avec l'aide du prolétariat révolutionnaire italien. En les personnes des amiraux italiens, il a reconnu ses oppresseurs et les bourreaux du prolétariat italien.

La presse fasciste d'Italie a saisi l'occasion de la visite de la flotte italienne pour exalter une fois de plus «l'oeuvre civilisatrice» accomplie en Albanie par l'impérialisme italien; elle n'a pas manqué, naturellement, de chanter les louanges du «roi réformateur» Zogou, qui a comblé de bienfaits le peuple albanais. Le bon maître soigne toujours ses laquais — c'est là chose bien connue.

Cette démonstration de la flotte italienne, qui est sortie agrandie de la Conférence de désarmement de Londres, est dirigée à la fois contre l'impérialisme yougoslave et contre le peuple albanais lui-même. Belgrade doit maintenant renoncer à toute velléité d'intervention en Albanie. Rome ne permettra pas que la «Béla Rouka» substitue ses propres agents à ceux de Mussolini qui, aujourd'hui, gouvernent l'Albanie. Ceci pour Belgrade. Pour ce qui concerne l'Albanie elle-même, le sens de la démonstration navale est encore plus clair. L'Italie fasciste s'est solennellement engagée à défendre le *status quo* juridique et politique de l'Albanie, c'est-à-dire, à défendre la dictature féodale-fasciste de Zogou contre le peuple albanais. Il est donc tout à fait naturel que, de temps en temps, les représentants de l'impérialisme italien viennent rappeler aux paysans et ouvriers albanais qu'il est toujours là pour les servir... La «visite amicale» était jugée nécessaire par les hommes du régime actuel qui pensaient pouvoir ainsi rehausser quelque peu leur prestige lamentablement compromis. Mais il est arrivé exactement le contraire de ce à quoi ils s'attendaient. La visite de la flotte italienne a donné lieu à une campagne anti-italienne qui, pour être sournoise, n'en est pas moins dangereuse pour le régime. Le ministre des Affaires Etrangères lui-même, pour des fins démagogiques qu'on devine facilement, a tenu un langage très agressif contre l'impérialisme italien «qui exagère»... Certes, il a parlé en cachette, comme l'on parle maintenant chez nous; mais il s'est trouvé un journaliste imbécile, ou trop malin, pour publier les déclarations de M. Fico dans un journal albanais de Constantza. Le ministre, affolé, a démenti, en traitant le journaliste de traître et de canaille. Zogou lui-même mène une campagne anti-italienne dans son milieu. C'est dire combien les «grandes alliées» sont aimées en Albanie.

Jamais le mécontentement des masses laborieuses en Albanie contre le régime n'a été si grand, si profond, qu'à l'heure actuelle. Le pays traverse une crise économique des plus graves. La presse du régime — il n'y a pas, d'ailleurs, d'autre presse en Albanie — s'en lamente; elle parle de l'épidémie de mendicité qui, à la croire, serait «un produit néfaste du fléchissement du moral du peuple»... Et elle n'y voit d'autre remède que les «bons discours des moralistes» et la cravache du gendarme, qui en est le corollaire pratique.

La crise économique en Albanie est liée à la crise économique internationale du capitalisme. L'Italie, l'Amérique n'achètent plus le fromage, les olives et le maïs albanais. Les émigrés albanais d'Amérique n'envoient plus d'argent à leurs familles, parce qu'ils n'ont pas de travail.

Mais il y a encore une autre source de misère pour le peuple albanais, indépendamment de la crise du capitalisme mondial. C'est l'accumulation primitive du capitalisme, dont les masses laborieuses subissent les conséquences sous la double oppression du régime féodal-fasciste albanais et de l'impérialisme italien. L'artisan, le petit paysan sont expropriés par la concurrence du capitalisme tout-puissant et jetés sur le pavé. Mais cette opération, que tous les peuples d'Europe ont subie sur leur chair vive, devient en Albanie d'autant plus douloureuse qu'elle a lieu en un moment de crise économique mondiale. Le paysan albanais ne peut pas émigrer en Amérique, et en Albanie l'industrie se développe si lentement qu'elle n'absorbe qu'une quantité minime de la main-d'oeuvre disponible. Le seul débouché, c'est la mendicité, en attendant autre chose. Car, cela ne peut se continuer toujours ainsi.

Le régime réactionnaire voit bien le danger qui s'approche, mais il est incapable de faire quoi que ce soit pour alléger la misère des masses. Si, il fait des «réformes»: les fonctionnaires de Tirana doivent porter le chapeau les jours de réception, les femmes des fonctionnaires doivent se dévoiler, etc., etc. Il y a cependant une réforme autour de laquelle on a fait grand bruit et qui vaut bien la peine d'être examinée particulièrement: c'est la «réforme agraire», qui vient d'être votée à la grande satisfaction des propriétaires fonciers. Nous en parlerons dans un prochain article. En attendant, notons que cette réforme bourgeoise qui devra faciliter le développement du capitalisme dans notre pays, a été élaborée sous le contrôle d'un «spécialiste» italien. C'est que l'impérialisme italien est fort intéressé dans cette affaire. Il veut acheter les *tchiftlik*s des *beys* pour y installer des colons italiens. La réforme agraire votée ouvre, en effet, le chemin de la colonisation à l'impérialisme italien. La flotte italienne est venue remercier le roi vassal qui a bien travaillé pour Mussolini et pour la bourgeoisie italienne.

L. Fundo

La mort aux Albanais — la terre aux gens de la „Main Blanche“

Lettre d'Ipék (Pétk)

Dans ce pays, la plupart des paysans sont des Albanais. La terre nous appartient depuis des siècles. Jusqu'à présent nous étions gouvernés par des différents nobles, *beys* et *pachas*. Nous, les paysans, nous avons lutté contre eux et nous nous sommes maintenus. Un certain temps, au moyen âge, nous étions gouvernés aussi par les féodaux serbes. En 1912, les Serbes ont de nouveau conquis ces terres et, depuis, ils persécutent les Albanais, leur prennent la terre, imposent des amendes, incendient les maisons, torturent les femmes et les enfants et assassinent les adultes.

Nous lisons dans les journaux serbes de la «Main Blanche», que ce serait ici, au Kossovo, un véritable paradis. Malheureusement, mon village est aussi dans ce «paradis» créé par les colonisateurs de Pounicha Ratchitch et par l'Etat de la «Main Blanche». Ce paradis a commencé ainsi:

Dans notre village est venue toute une compagnie de gendarmes, avec un officier, pour renforcer les gendarmes du village. Le préfet de l'arrondissement, avec encore un homme et le commissaire du village, se sont rendus sur les champs labourés, nous ont convoqués, nous, les paysans; et nous ont

déclaré qu'ils sont la commission agraire et qu'ils vont partager notre terre aux colons; que nous pouvons rentrer chez nous, à la maison, et les gendarmes nous diront, à chacun, ce qu'on nous a pris. Les gendarmes ont amené, le lendemain, les colons sur les champs et leur ont montré ce que chacun d'eux a reçu. Ils ont choisi et leur ont donné les terres que les Albanais avaient déjà labourées, nettoyées, où ils avaient planté des arbres fruitiers; et l'on nous a dit tout simplement que ces terres ne nous appartenaient plus.

Mais, ce n'est pas encore tout. Nous, les Albanais, nous sommes encore obligés de bâtir aussi les maisons des colons. Pour notre argent, nous devons acheter la corde avec laquelle on nous pendra. Pendant que nous leur bâtissons les maisons, les colons sont logés chez nous, parce qu'ils doivent rester de suite dans le village et commencer immédiatement la serbisation de ce pays. Ils vivent dans nos maisons jusqu'à ce que les leurs soient bâties ou qu'ils en aient chassé la famille albanaise. Naturellement, ils ne paient rien du tout. Chaque Albanais auquel on impose un tel hôte, qui lui a pris la terre, est obligé de le nourrir, lui et sa famille, jusqu'à la nouvelle récolte. En plus, il doit l'aider, avec son propre bétail, à cultiver cette même terre qu'on lui a ravi, à lui, à l'Albanais. Par cette méthode des gendarmes et de la commission agraire de la «Main Blanche», les colons deviennent en réalité des jannissaires, et l'Albanais leur esclave, obligé de travailler, de se taire, de payer les impôts à l'Etat et à la commune, et de donner la moitié de sa récolte au colon, s'il ne veut pas qu'il lui prenne tout. La terre est cependant enregistrée comme propriété des Albanais, qui sont obligés de payer aussi les impôts pour les terres qu'on leur a prises.

Dans la caserne de la gendarmerie du village se tiennent régulièrement des réunions secrètes de colons et de gendarmes. C'est là qu'on fixe à quel Albanais «viendra le tour», et voilà comment on y procède: pendant que toute la famille est au

travail, les uns dans les champs, les autres dans la forêt, on jette dans la maison de cette malheureuse famille quelques cartouches. La famille est ensuite arrêtée, tous sont liés et battus; les colons se groupent et crient: «A bas les Albanais, les traîtres à l'Etat; il faut vous chasser!». On jette des pierres sur les membres de la famille de l'Albanais, on les bat avec des bâtons et des fouets. Le chef de famille est emmené d'abord à la caserne, et ensuite dans la ville. Il ne retourne plus jamais. La famille est ensuite frappée d'amendes pour chaque bagatelle. S'il arrive, par exemple, que sa brebis passe d'un seul pas dans le champ d'un colon, les colons et les gendarmes lui imposent une amende de 1000 dinars. Les persécutions, les amendes, les impôts se suivent, les meilleures forces de la famille sont dans les casemates, ou assassinées. Ce sont ensuite les organes judiciaires qui viennent pour vendre pour la dette tout ce qui est encore resté. Les Albanais doivent disparaître — c'est le but de la «Main Blanche», de ses colons et de son Etat.

Il y a des Albanais qui gagnent la forêt — deviennent des «katchaks». Mais, dans ce cas, leurs familles souffrent terriblement. Selon la loi pour la Défense de l'Etat, on confisque à une telle famille tout ce qu'elle possède, et on l'expulse. Et la famille du «katchak» s'en va par la route, affamée et sans rien du tout, tandis que le colon de la «Main Blanche» entre dans sa maison et devient le propriétaire de tout ce qui appartenait à l'Albanais.

Le fonctionnaire, le gendarme ou le délégué agraire qui détruit le plus grand nombre de familles albanaises, est le mieux récompensé. Le crime envers les Albanais est une vertu pour la «Main Blanche». Le peuple est au désespoir, mais ne cesse pas d'attendre et d'espérer l'arrivée du jour où les paysans albanais, ensemble avec les ouvriers et les paysans des autres nations de la Yougoslavie, auront rejeté le joug et détruit le régime d'hégémonie de la bourgeoisie serbe.

Un paysan de Kosovo
(Du journal communiste «Proleter»)

DIE BALKAN-FÖDERATION

HALBMONATLICHE ZEITSCHRIFT

ORGAN DER UNTERDRÜCKTEN VÖLKER UND NATIONALEN MINDERHEITEN DES BALKANS

Die Revolution in Indien

Es kann kein Zweifel darüber bestehen, daß der entbrannte revolutionäre Kampf für die nationale Unabhängigkeit Indiens auf das engste und unmittelbarste mit dem Kampf verbunden ist, den die versklavten und unterjochten Balkanvölker für ihre nationale Unabhängigkeit führen. Hier besteht nicht nur eine formelle Einheit der Kampfziele und -mittel (das Ziel ist die nationale Unabhängigkeit, das Mittel — der bewaffnete Aufstand), — hier haben wir etwas mehr, und das ist die Einheitlichkeit der Front, gerichtet gegen den gemeinsamen Feind, gegen den englischen Imperialismus.

Und tatsächlich, — ist es nicht der englische Imperialismus, der auch auf dem Balkan die führende Stelle unter seinen Verbündeten eingenommen hat? War er nicht bisher und ist er nicht immer der «lachende Dritte», wenn zwei andere (Frankreich und Italien) sich untereinander streiten? Wird die Niederlage des englischen Imperialismus in Indien nicht das Signal sein für den Zerfall des ganzen Systems des räuberischen Weltimperialismus, unter dessen Last die Werktätigen sowohl in Indien als auch auf dem Balkan gleich leiden?

Schließlich ist auch die Disposition der Klassenkräfte auf beiden Seiten der Kampffront sowohl in Indien als auch auf dem Balkan in vielen Beziehungen ähnlich.

Mögen Tausende von Kilometern die mazedonischen, dobrudschaner, albanischen, kroatischen und die vielen anderen geknechteten Völker auf dem Balkan von ihren revolutionären Waffenbrüdern in Indien trennen, mögen die Bedingungen des Klassenkampfes, die Methoden der imperialistischen Unterjochung, die Charakteristiken hier und dort, die Etappen der Entwicklung dieses Kampfes verschieden sein, — der Feind ist aber derselbe, und das ist: der englische Imperialismus; dieser Umstand zeigt mit besonderer Klarheit den internationalen Charakter des Kampfes für die nationale Unabhängigkeit der versklavten Völker auf.

Die Disposition der Klassenkräfte in Indien wird heute durch eine bedeutend größere Klarheit als in den bisherigen

Etappen des Kampfes für die nationale Unabhängigkeit Indiens charakterisiert. Die Arbeiterklasse tritt schon in den Vordergrund als die aktivste, vorstürmende und leitende, als die nationale Revolution zum Siege führende Kraft. Sie hat noch nicht den Platz eingenommen, der ihr in dieser Revolution gehört, dieser Platz ist aber schon klar gezeichnet. Die Bauernschaft, wenn auch sie noch nicht mit ihrer ganzen Masse und Wucht aufgetreten ist, wird in den Kampf hineingezogen und die Lösung der Einheitsfront erhält auch in Indien ihre Feuertaufe.

Eine bedeutende Rolle in Indien spielt auch die revolutionäre Intelligenz, dieser fortschrittliche Teil der Kleinbourgeoisie. Das zeigt ihre aktive Teilnahme an den Demonstrationen, den Streiks und den bewaffneten Aktionen.

Auf der anderen Seite der revolutionären Front treten Schulter an Schulter mit den englischen Unterdrückern die heimischen Fürsten und Großgrundbesitzer, sowie die heimische Bourgeoisie und die Vertreter der herrschenden Klassen der mohamedanischen Bevölkerung auf. Sehen wir nicht daselbe auch auf dem Balkan?

Angesichts dieser Disposition der Kräfte der Revolution in Indien wird die verräterische Rolle des Nationalreformismus — die Rolle der Agitation für den sogenannten «passiven Widerstand», gepredigt von den Anhängern Gandhi's — vollkommen klar.

Die Aufgabe Gandhi's besteht darin, die Massen der Werktätigen in Indien von direkten, aktiven, bewaffneten Aktionen gegen die Engländer abzuhalten. Es ist die Rolle des Verbündeten der Tyrannen unter der schlau ausgedachten Maske des «passiven Widerstandes», denn im Moment des höchsten revolutionären Aufschwunges wurden die Massen abgelenkt. Die Rolle Gandhi's endete im Moment, als die Massen den versteckten Sinn seiner Agitation verstanden, als die revolutionäre Welle seinen jämmerlichen «Salzfeldzug» hinwegfegte und den Weg des bewaffneten Kampfes beschriftete.

In der nächstfolgenden Etappe des revolutionären nationalen Kampfes in Indien wird die indische Arbeiterklasse ihren führenden Platz einnehmen und in den revolutionären Kampf das ihr eigentümliche Organisationsprinzip hineinbringen.

Dann werden auch die Millionen Bauern in den Kampf hineingezogen und dem bis auf die Zähne bewaffneten englischen Imperialismus den auf allen Linien entbrannten Bürgerkrieg entgegenstellen. Dann wird gegen die Einheitsfront der indischen Arbeiter und Bauern keine Macht und nicht auch diese der modernen Technik der imperialistischen

Kriegsrüstung standhalten. Die Tanks, die Panzerzüge und die militarisierte Luftflotte werden ohnmächtig sein vor der gigantischen Macht des aufgestandenen Volkes, geführt und organisiert vom revolutionären Proletariat.

Die Arbeiter und Bauern der Balkanländer verfolgen mit gespanntem Interesse die Entwicklung der revolutionären Ereignisse in Indien. Jeder Erfolg der revolutionären Massen Indiens verzehnfacht die Kraft und die Energie der unterdrückten Völker in ihrem schwierigen Kampfe gegen die nationale Knechtung auf dem Balkan Sektor der Weltfront des national-revolutionären Kampfes.

Eine Adresse des Komitees der national-revolutionären Organisationen des Balkans an die Revolutionäre Indiens

Angesichts des Ernstes der Lage in Indien hat das Komitee der national-revolutionären Organisationen des Balkans an die Revolutionäre Indiens eine Adresse gerichtet, die wir wegen ihrer Bedeutung untenstehend zur Kenntnis unserer Leser bringen.

Brüder!

Historische Ereignisse entwickeln sich in Indien. Das ganze Land ist in revolutionärer Aufwallung. Arbeiterstreiks in den Großstädten wie Bombay, Kalkutta, Madras, usw.; aktiver Kampf der arbeitenden Massen gegen die Polizei und die Truppen; Barrikaden, Feuersbrünste in den staatlichen Gebäuden, in den Arsenalen, in den Kasernen; Lynchungen der Polizisten und anderen Agenten des englischen Imperialismus; Meutereien in den bedeutendsten Städten: in Bombay, Cittogong, Zimla usw.; Aufruhr der arbeitenden Massen — dies alles zeigt, daß das indische Volk am Ende seiner Geduld ist und daß es den pazifistischen Gandhismus und den nationalistischen Reformismus weit überschritten hat und seine Bewegung immer mehr in eine revolutionäre Aktion der breiten arbeitenden Massen gegen den englischen Imperialismus umwandelt.

Zu gleicher Zeit hat die indische Regierung, unter dem Kommando Macdonald's, zu blutigen Unterdrückungsmethoden gegriffen, um jeden revolutionären Aufschwung der Volksmassen zu brechen. Es finden täglich Verhaftungen statt. Mehrere tausend von Arbeitern, Bauern, Handwerkern und Intellektuellen sind schon eingekerkert; es wurden in die Gefängnisse Militanten der nationalen, Arbeiter- und Antiimperialisten-Bewegung geworfen, indem man sich auf ein hundert Jahre altes Gesetz gestützt hat; es wird mit ihnen kurzer Prozeß gemacht; die Zensur wütet; das Versammlungs- und Presse-Recht wurde abgeschafft; die Bevölkerung wird mit Maschinengewehren, durch Luftflotten und Panzerautos bombardiert; die Garnisonen werden verstärkt; der Belagerungszustand wird proklamiert; in den bedeutendsten Städten des Landes wird massenweise gemordet. All dies zeigt wie groß die Furcht des englischen Imperialismus ist vor der Erhebung der indischen arbeitenden Massen. Gegenüber Indien befolgt die Labour-Regierung die traditionelle Kolonialpolitik und bestätigt sie ein weiteres Mal durch die Politik des Imperialismus und der brutalen Unterdrückung von Kolonialvölkern. Diese Regierung hält seit mehr als 15 Monaten militante indische Arbeiter in den Kerker Meerouth's; mit einem Worte, sie will die erwachende indische Revolution in Blut ersticken.

Um die revolutionäre Front aller Völker des Landes zu schwächen, versucht die englische Regierung, die einen gegen die anderen aufzuhetzen, den Haß der Muselmänner

gegen die Indier, der Gurkhas gegen die Muselmänner und die Indier aufzuschüren. Diese Versuche gelingen aber nicht: die Muselmänner und die Inder kämpfen zusammen. Ein Teil der treuesten Truppen der indischen Regierung hat sich geweigert, auf die revoltierenden Volksmassen zu schießen; sie hat ihre Solidarität mit dem revolutionären Kampfe des unterdrückten indischen Volkes proklamiert; die Verbündungsaktionen vermehren sich von Tag zu Tag.

Die indische Revolution ist in vollem Vorwärtsschreiten. Sie wird siegen. Sie wird einen Todesstoß dem englischen Imperialismus versetzen.

Indien wird frei und unabhängig sein. Aber die Revolution Indiens wird nicht mit den pazifistischen Mitteln der bürgerlichen Gehorsamsverweigerung der Gandhistischen Chefs; sondern einzig und allein durch den revolutionären Kampf der breiten arbeitenden Massen siegen.

Die national-revolutionären Organisationen des Balkans verfolgen mit der lebhaftesten Sympathie diesen Kampf der unterdrückten Massen Indiens, sie bewundern deren revolutionären Aufschwung.

Wir erklären uns vollständig solidarisch mit ihrem Kampfe gegen den englischen Imperialismus.

Ein freies und unabhängiges Indien wird ein tödlicher Schlag für den englischen Imperialismus, für den Welt-Imperialismus sein.

Wir, die Vertreter der unterdrückten Völker des Balkans, richten an das indische Volk unsere lebhaftesten Sympathien und unsere Gefühle einer revolutionären Solidarität. Wir sehen in ihm einen Verbündeten, der gegen den mächtigsten Imperialismus der Welt, gegen das Britische Reich kämpft, das die Wirbelsäule des welt-imperialistischen Systems ist.

Wir begrüßen den Kampf der revolutionären Massen Indiens und erklären, daß ihr Kampf der unsere ist. Es ist der Kampf der unterdrückten Völker der ganzen Welt.

Es lebe die Unabhängigkeit Indiens!

Wir fordern die sofortige Räumung Indiens durch die englischen Truppen und Behörden!

Nieder mit dem Welt-Imperialismus! Nieder mit dem englischen Imperialismus und mit seinem Agenten, der Regierung von Macdonald!

Es lebe die indische Revolution!

Es lebe der national-revolutionäre Kampf der arbeitenden Massen Indiens gegen den englischen Imperialismus!

Es lebe das freie und unabhängige Indien!

Das Komitee der national-revolutionären Organisationen des Balkans.

Ein Appell an die arbeitenden Massen Mazedoniens und die fortschrittliche öffentliche Meinung der ganzen Welt

Die großserbische Militärdiktatur setzt ihr blutiges Werk in Mazedonien fort. Die Prozesse gegen die mazedonischen Nationalrevolutionäre folgen aufeinander unaufhörlich. Nach dem Prozesse gegen die militanten Mazedonier aus Kumanowo wird der Prozeß der Militanten von Welos stattfinden. Er sollte anfangs am 16. Mai stattfinden, die Diktatur hat ihn aber verschoben, und wir erfahren, daß er in einen entfernten Ort Mazedoniens verlegt wird, damit die Belgrader Satrapen ihr verbrecherisches Werk vor den Blicken der Außenwelt verbergen können.

Die nationalrevolutionären Organisationen des Balkans haben bei diesem Anlaß einen Appell an die werktätigen Massen Mazedoniens und an die fortschrittliche öffentliche Meinung der ganzen Welt lanciert, und berühmte Militanten, Nationalrevolutionäre, Professoren, Schriftsteller, Abgeordnete aus allen Teilen

der Welt haben an die Belgrader Regierung und an das Sondergericht Protesttelegramme gerichtet. Wir geben hierunter den Appell und einige der Telegramme wieder.

Der juristische Apparat Belgrads, das ganz besonders zum Schutze der faschistischen Militärdiktatur geschaffen wurde, funktioniert ohne Unterlaß. Die gegen die revolutionären Arbeiter, die Kommunisten, die Nationalrevolutionäre angestrengten Prozesse folgen unaufhörlich aufeinander vor dem Staatsgerichte und enden mit drakonischen Verurteilungen. Die der nationalen Unterdrückung unterworfenen Völker, welche die zwei Drittel der Bevölkerung Jugoslawiens bilden, und welche die Diktatur in eine einheitliche großserbische Nation zusammenschmelzen will, sind vogelfrei erklärt und der Kampf für die nationale Befreiung wird in Terror und in Blut erstickt.

Während die Aufmerksamkeit der öffentlichen Meinung vom großen Prozeß gegen die kroatischen Nationalisten noch nicht abgelenkt ist, inszeniert die Belgrader Diktatur einen neuen Prozeß gegen 22 mazedonische Nationalrevolutionäre, mit Panko Braschnaroff, dem früheren Lehrer, dem mutigen Vorkämpfer für die nationale Befreiung Mazedoniens, an ihrer Spitze. Nach einer Präventivhaft von 11 Monaten, sind diese Nationalrevolutionäre vor das Sondergericht als Hochverräter gebracht, angeklagt, durch eine geheime Druckerei Propaganda getrieben zu haben. Man kann sich von den Folterungen, denen die Angeklagten durch die Polizisten unterworfen wurden, ein Bild machen durch den Umstand, daß einer von ihnen, Iwan Djipunoff, früherer Lehrer, vor sechs Monaten an seine Foltern in dem Gefängnis in Veles gestorben ist. Die Belgrader Henker umhüllen diesen Prozeß in eine Atmosphäre von Verschwörung und Finsternis, um die Kontrolle der Presse und der öffentlichen Meinung zu verhindern. Sie verheimlichen diesen Prozeß, der das ganze blutige Regime, das in Mazedonien wütet, illustriert. Deswegen hat man beschlossen, das Belgrader Gericht in einen bisher unbekanntem Ort Mazedoniens zu transferieren. Dies wird ihnen gestatten, die Angeklagten in einer Atmosphäre von physischem und moralischem Terror zu «richten».

Vor drei Monaten hatte die militaristische und faschistische Clique von Belgrad einen anderen Prozeß gegen 15 mazedonische Revolutionäre aus Kossowo inszeniert. Dieser Prozeß wurde mit der Verurteilung aller Angeklagten zu langen Kerkerjahren beendet. Der jetzige Prozeß wird nicht der letzte sein. Der juristische Terror ist lediglich ein weiterer Auftakt des Regimes der Massenmorde, dieses Regimes der Entnationalisierung, das schon seit zehn Jahren in Mazedonien wütet und das von der Diktatur ganz besonders brutal angewendet wird.

Seit der Besetzung Mazedoniens durch die Belgrader Imperialisten haben die Behörden und Agenten der «Weißen Hand» mehr als 1500 Mazedonier ermordet, 25.000 Mazedonier gingen durch die Gefängnisse, 24 wurden zu Tode verurteilt und 3700 zu tausende von Kerkerjahren. Noch heute schmachten in den Kasematten 400 mazedonische Revolutionäre. Nur in dem Gefängnis des Dorfes Idrisowo, in der Umgebung von Skopje, befinden sich 180 mazedonische politische Gefangene. Die politischen und bürgerlichen Rechte sind für die mazedonische Bevölkerung vollständig annulliert. Die Polizeiwilkkür herrscht überall. Das Volk ist einer blutigen Entnationalisierung unterworfen. Man raubt die Güter der Bauern, um dort die Kolonisten anzusiedeln. Alle nationalen und kulturellen Rechte, die durch lange und harte Kämpfe zur Zeit der Sultane erworben wurden, sind jetzt aufgehoben. Die Bevölkerung hat nicht das Recht, ihre Muttersprache zu sprechen. Man serbisiert überall und mit allen Mitteln; die Bevölkerung wird gezwungen, ihre Namen, ihre Nationaltrachten, ihre Gewohnheiten zu ändern.

In wirtschaftlicher Beziehung stellt Mazedonien eine Halbkolonie dar: die Ausbeutung und der Raub kennen dort keine Grenzen mehr.

Dieses höllische Regime wird direkt vom König Alexander geleitet; durch dem berüchtigten Jika Lasitsch, früher Chef der öffentlichen Sicherheit, jetzt «Banus» Mazedoniens, kontrolliert er dieses System des Terrors und des Mordens im ganzen Wardar-Tal.

Der einzige Ausweg aus dieser Lage für das unterdrückte Volk, ist der revolutionäre Massenkampf, und diesen revolutionären Weg haben die mazedonischen Massen schon in ihrem Kampfe um Brot und Freiheit adoptiert. Die Morde, der Terror und die inszenierten Prozesse der Diktatur werden den siegreichen Marsch dieses Befreiungskampfes nicht hemmen.

Indem wir energisch gegen die von der Diktatur in Mazedonien angewandten blutigen Methoden und gegen den Prozeß der 22 national-revolutionären Mazedonier protestieren, erklären wir als Vertreter der national-revolutionären Organisationen des Balkans, unsere volle Solidarität mit dem Kampfe der arbeitenden Massen Mazedoniens, geleitet durch die Innere Mazedonische Revolutionäre Organisation (ORIM Unifié).

Wir stellen mit Befriedigung fest, daß die mazedonischen Massen sich von dem Einflusse der Balkanimperialisten von Sofia, Belgrad und Athen, welche diese national befreiende Bewegung zu ihren Zwecken verwenden wollen, frei machten. Wir stellen ebenfalls fest, daß die mazedonischen Faschisten von Sofia, personifiziert durch die faschistische ORIM — gehorsames Werkzeug in den Händen der faschistischen Macht, um die Arbeitermassen in Bulgarien

zu terrorisieren, um den Zwecken der Revanche-Politik des bulgarischen Imperialismus und der aggressiven Politik des italienischen Imperialismus zu dienen — in den Augen der mazedonischen Massen vollständig diskreditiert sind. Weder die terroristischen Attentate der mazedonischen Faschisten von Sofia, noch ihre armselige Bittschriften an den Völkerbund für die Anerkennung von Rechten dem mazedonischen Volke als einer nationalen Minderheit, können bei den mazedonischen Massen ihren zugrunde gegangenen Prestige wieder erheben. Diese Massen stellen sich ganz offen auf die revolutionäre Front, da sie durch eine schwere Erfahrung tief überzeugt sind, daß sie einzig und allein durch den revolutionären Massenkampf gegen den Imperialismus ihre Freiheit wieder erlangen können. Es ist dies der einzige Weg, den die nationalen Minderheiten und die unterdrückten Völker des Balkans schreiten können.

Wir appellieren an die arbeitenden Massen in Mazedonien, Kroatien, Slovenien, Montenegro, Kossowo, Bosnien usw., die heute unter dem furchtbaren wirtschaftlichen, politischen und nationalen Joch der Belgrader Imperialisten darben, wir appellieren an sie, auf daß sie ihre revolutionären Kräfte mit denjenigen der revolutionären Arbeiter und Bauern vereinigen, in dem Kampfe, den sie gegen die Diktatur führen. Nur durch die Einheitsfront der nationalen und wirtschaftlichen Unterdrückung unterworfenen Balkanmassen wird das Regime der Reaktion und des Faschismus weggefegt und die Balkan-Föderation der arbeitenden Massen errichtet werden.

Es lebe der revolutionäre Kampf des mazedonischen Volkes für seine Befreiung und Unabhängigkeit!

Nieder mit der faschistischen Militärdiktatur!

Nieder mit der imperialistischen groß-serbischen Monarchie!

Es lebe die revolutionäre Front der Arbeiter und Bauern des Balkans!

Es lebe die Föderation der freien Republiken der arbeitenden Massen des Balkans!

Das Komitee der National- Revolutionären Organisationen des Balkans

* * *

Ministerpräsident Zivkovic

Belgrad

Die Inszenierung des Prozesses gegen Panko Braschnarow und 22 mazedonische nationale Freiheitskämpfer beweist neuerdings, daß Sie das System von Massenmorden, Terror, Entnationalisierung, Plünderung zur Vernichtung der elementarsten Lebensrechte eines ganzen Volkes fortsetzen. Wir protestieren gegen Ihre barbarischen Unterdrückungsmethoden, fordern sofortige Freilassung sämtlicher Angeklagten. Wir solidarisieren uns mit dem Kampfe des mazedonischen Volkes für Selbstbestimmungsrecht und Freiheit.

Bund «Freier Balkan»:

Professor **Albert Einstein**; **Thomas Mann**, Schriftsteller; **Karin Michaelis**, Schriftstellerin; **Herwarth Walden**, Generalsekretär; Professor **Dr. A. Goldschmidt**; **Carl von Ossietzky**, Schriftsteller, Chefredakteur der »Weltbühne«; **Freiherr von Schoenaich**, General a. D.; **Dr. Helene Stöcker**, Schriftstellerin.

* * *

Ministerpräsident Zivkovic

Belgrad

Die Inszenierung des Prozesses gegen 22 mazedonische Freiheitskämpfer beweist neuerdings, daß Sie das System des Massenmordes, Terror, Entnationalisierung, Plünderung zur Vernichtung elementarster Lebensrechte eines ganzen Volkes fortsetzen. Im Namen von 150 angeschlossenen Organisationen, die die unterdrückten Völker der ganzen Welt vertreten, protestieren wir gegen Ihre barbarischen Unterdrückungsmethoden, fordern sofortige Freilassung sämtlicher Angeklagter. Wir solidarisieren uns mit dem Kampfe des mazedonischen Volkes für Selbstbestimmung und Freiheit.

Für Exekutive und Generalrat der Liga gegen Imperialismus und für nationale Unabhängigkeit:

Maxim Gorki, **Upton Sinclair**, **Mme. Sun Yat Sen**, **Henri Barbusse**, **Jawaharlal Nehru**, Präsident des Ind. Nationalkongress; **Huang Ping**, China; **Saklatvala**, Indien; **Mohammed Hatta**, Indochina; **Fuad Chimali**, Syrien; **Ford**, Negervölker; **Herclot**, Frankreich; **Bridgeman**, England; **Pollitt**, England; **Fimmen**, Holland; **Münzenberg**, M. d. R., Deutschland, und **V. Chattopadhyaya**, Indien, Sekretäre; **Sen Katayama**, Japan; **Hamdi el Hussein**, Arabien; **Scott Nearing**, U. S. A.; **Mme. Despard**, Irland; **Léon Werth**, Frankreich; **Prof. Nejedly**, Tschechoslovakei.

Der Erste Europäische Bauernkongreß in Berlin

Am 27. März d. J. hat in Berlin der erste Kongreß der arbeitenden Bauern Europas stattgefunden. Dieser Kongreß war von einem aus arbeitenden Bauern zahlreicher Länder Europas zusammengesetzten Initiativ Ausschuss vorbereitet worden. Nationalkomitees waren in verschiedenen Ländern gebildet worden, um durch zahlreiche Vorträge und Versammlungen die Ziele, die sich der Initiativ Ausschuss gesetzt hatte, bekanntzugeben und um die Kongreßdelegierten zu wählen. Während acht Monaten haben das Zentralkomitee in Berlin und die Nationalkomitees in den verschiedenen Ländern eine fiebrige Tätigkeit entfaltet, hauptsächlich in Polen, in der Tschechoslowakei, in Rumänien, in Bulgarien und in Italien. Ihre Arbeit wurde mit Erfolg gekrönt.

Neunzehn Länder hatten zum Kongreß einundachtzig Delegierte entsandt, deren acht aus dem Balkan: 4 aus Bulgarien, 1 aus Albanien, 1 aus Rumänien, 1 aus Mazedonien und 1 aus der Dobrudscha. 6 Delegierte waren Bauern und 12 Intellektuelle. Einige Länder — Frankreich, Spanien, Ungarn, Rumänien, Jugoslawien und Griechenland — hatten zum Kongreß anfangs ihre gewählten Delegierten — 25 an der Zahl — nicht entsenden können, da ihre Regierungen ihnen die Pässe verweigert hatten. Um so größer war daher die Freude der Kongreßteilnehmer, als ein französischer und ein rumänischer Delegierter es dennoch zustande brachten, nach Berlin zu kommen und am Kongreß teilzunehmen.

Die Tagesordnung dieses Ersten Europäischen Bauernkongresses war bescheiden. Außer den Fragen der zukünftigen Organisation der arbeitenden Bauern wurden zwei Hauptfragen erörtert: die Lage und der Kampf der arbeitenden Bauern in den europäischen Ländern und der Faschismus und die Kriegsgefahr. Zwei Berichte und zwei Unterberichte wurden über diese Fragen dem Kongreß vorgelegt und von allen Delegierten erörtert.

Es wurden im Kongreß folgende Feststellungen gemacht: In allen europäischen Ländern stöhnt die arbeitende Bauernschaft in bitterer Not und ihre Lage verschlechtert sich mit jedem Tag. In allen europäischen Ländern, außer der Sowjet-Union, wütet eine heftige Agrarkrise als organischer Teil der allgemeinen Krise der kapitalistischen Wirtschaft. Sie kann nur durch die Abschaffung des kapitalistischen Regimes gelöst werden. Sie ist charakteristisch einerseits durch das Sinken der Preise der landwirtschaftlichen Produkte als Folge der großen Kaufschwäche der arbeitenden Massen; und andererseits durch das Steigen der Preise der dem Bauern absolut notwendigen industriellen Artikel.

Die Ausbeutung der Landarbeiter hat ihrerseits ein katastrophales Ausmaß erreicht. Ihre Löhne sind tragisch niedrig. Die tägliche Arbeitsdauer wird unaufhörlich verlängert. Die Arbeitslosigkeit im Dorfe hat furchtbare Ausdehnungen angenommen, und die Arbeitslosen erhalten in fast gar keinem Lande Unterstützungen, weder vom Staate noch von den Gemeinden. Die arbeitende Bauernschaft windet sich unter den Krallen des Finanzkapitals, des Wucherers, des Schiebers und des kapitalistischen Staates. Dieser letztere, sowohl durch seine allgemeine als auch durch seine besondere Agrarpolitik, unterstützt in unerhörter Weise die Großgrundbesitzer auf Kosten der arbeitenden Massen von Stadt und Land.

Die Lage der armen und der mittleren Bauern ist auch sehr traurig. Sie sind unter der Last von unerträglichen Steuern erdrückt und können weder vom Staate noch von den Finanzinstituten Kredite erhalten. Selbst die bestehenden Kooperativen kommen nicht durch Kredite zu ihrer Hilfe; auch sie gewähren dieselben nur den Großgrundbesitzern und den Großbauern.

Die armen und die mittleren Bauern haben auch nicht genügendes Land. Die «Agrarreformen», die einige Regierungen unter der Furcht einer Bauernrevolution erließen, waren lediglich schamlose Manöver um die Bauernmassen zu betrügen. Die fruchtbarsten und ausgedehntesten Ländereien wurden an Bankiers, Kaufleute, ehemalige Offiziere, hohe Staatsbeamte, Polizisten, reiche Bauern usw. vergeben, während die armen und mittleren Bauern gar nichts oder fast gar nichts erhielten. Diese Unglücklichen sind nun gezwungen, ihre winzigen Landstücke zu verkaufen, ihre Steuern und Schulden zu zahlen, und sie gehen in die Städte um Arbeit. Da sie aber in den Städten auch nicht Arbeit finden können, da ja dort allgemein die Arbeitslosigkeit wütet, so sehen sie sich gezwungen, wieder ins Dorf zurückzukehren und von den Großgrundbesitzern und reichen Bauern Landstücke zu pachten ... zu äußerst schweren Bedingungen. Seit Kriegsende sind die Pachtbedingungen ungemein härter geworden. In manchen Orten wird die Pacht in natura gezahlt; der Bauer ist verpflichtet, dem Besitzer bis zur Hälfte seiner Produktion ab-

zulassen. In anderen Ländern, wie in Jugoslawien, Rumänien usw., sind sie gezwungen, Fronarbeit zu leisten.

Die Lage der arbeitenden Bauern der unterjochten Völker und nationalen Minderheiten ist noch ärger als die der sogenannten herrschenden Nationen. Die Politik des kapitalistischen Staates ist ihnen gegenüber von einer bestialisches Grausamkeit. Sie sind fürchterlich ausgebeutet; ihre Ackerstücke sind ihnen gewaltsam geraubt, ihre Steuern sind viel höher als die der Bauern der herrschenden Nation, sie sind terrorisiert und unterdrückt sowohl durch ihre eigene Bourgeoisie als durch die der herrschenden Nation.

Einzig und allein in der Sowjet-Union ist die Lage der arbeitenden Bauern eine gerechte, denn die kulturelle und politische Gleichheit ist dort vollkommen garantiert und alle Formen nationaler Unterdrückung oder Ausbeutung sind aufgehoben.

Diese schwere Lage der arbeitenden Bauern in allen kapitalistischen Staaten treibt sie zum Kampfe gegen ihre direkten Unterdrücker und deren Organisator und Beschützer — den Staat. In mehrere Länder, wie in Italien, in Polen, in Rumänien, in Griechenland, haben die arbeitenden Bauern die Zahlung ihrer Steuern verweigert, die Annulierung ihrer Schulden gefordert und bewaffnete Kundgebungen organisiert. Die Bauern haben diesen Kampf gemeinsam mit den Arbeitern geführt; dies bedeutet, daß in manchen Orten die gemeinsame Front der arbeitenden Bauern und der Arbeiter eine vollzogene Tatsache ist.

In den Ländern mit faschistischem Regime ist die Lage des arbeitenden Bauern ganz besonders unerträglich und empörend. Der Faschismus bedeutet für ihn die Auflösung seiner Organisationen, die Aufhebung seiner Pressefreiheit, den barbarischen Terror, die Verpflichtung, in faschistische Organisationen einzutreten; die Vermehrung der Gendarmen im Dorfe, Spitzelwirtschaft, Steuererhöhung; und für den Landarbeiter, außer diesen Verhängnissen auch noch dazu Verlängerung der Arbeitsstunden, Verminderung seiner schon tragisch niedrigen Löhne. Der Faschismus bedeutet für alle Arbeiter von Stadt und Land Kerker, Deportation, Massenmorden. In diesen Ländern wird die Jugend durch besondere Organisationen chauvinisiert und militarisiert. Die Bourgeoisie holt sich aus diesen Organisationen ihre besonderen Kader für ihre Polizei, ihre Gendarmerie, ihre «Miliz», um durch dieselben die Bauern und die Arbeiter in einen neuen Krieg zu schicken. Dieser Krieg ist in voller Vorbereitung. Die Bourgeoisien aller Länder führen einen wütenden Feldzug gegen die Sowjet-Union, die sich an die Spitze des Kampfes gegen den Imperialismus gestellt hat und in welcher die Industrie eine großartige Reorganisation, die im Interesse des arbeitenden Bauern durchgeführte Kollektivierung großartige Fortschritte verwirklicht hat.

Der Kongreß nahm zwei Beschlüsse an, die die entschädigungslose Enteignung aller Ländereien und des ganzen lebenden und toten Inventars der Großgrundbesitzer, der Kirchen, der Klöster usw. und ihre Verteilung an die armen Bauern und an die Landarbeiter forderten.

Die arbeitenden Bauern kämpfen und werden immer weiterkämpfen gegen ihre erdrückenden Steuern, für die Streichung ihrer Schulden an den Staat, die Wucherer und die Bankiers, gegen die Zwangsversteigerungen ihrer so kleinen Güter, gegen die von ihnen zu zahlenden Entschädigungsbeträge für Landstücke, die ihnen eventuell kraft der «Agrarreform» zugesprochen worden sind, gegen die den Kapitalisten und Großgrundbesitzern vom Staate gewährten Geldhilfen, deren Lasten ja wieder als neue Steuern auf die Schultern der armen arbeitenden Massen fallen, gegen jeden Zins oder irgend welche andere Geldbeträge oder Arbeitsleistungen für Pachtungen.

Der Kongreß hat noch folgende Forderungen gestellt: Abschaffung der Ausnahmsgesetze der bürgerlichen Klassenjustiz und der faschistischen Ausnahmsgerichte, vollständige Amnestie für die politischen Häftlinge und Deportierte, das Recht der legalen Existenz für die revolutionären Organisationen der arbeitenden Massen, tatsächliche Freiheit der Presse, der Versammlung, Aufhebung jeder Art der nationalen Unterdrückung, der Kolonisierung, der Entnationalisierung, freies Selbstbestimmungsrecht für die unterjochten Völker und die nationalen Minderheiten, Abschaffung der Sklaverei der Arbeiter und Bauern, tatsächlicher Schutz ihrer Interessen und der besonderen kulturellen und wirtschaftlichen Interessen der Frauen und der Jugend, usw.

Der Kongreß hat auch gegen das militaristische Budget, die bewaffneten Einmischungen und die imperialistischen Kriege, für einen effektiven Schutz der Sowjet-Union, für Hilfe und Unterstützung den Befreiungsbewegungen der kolonialen und halbkolonialen Völker usw. Stellung genommen.

Der Kongreß erklärte, daß diese seine Forderungen nur durch die Abschaffung des Großgrundbesitzes und die Errichtung von Arbeiter- und Bauernregierungen verwirklicht werden können.

Der Kongreß hat auch die Kampfmethoden festgesetzt: Meetings, Kundgebungen, Zahlungsverweigerung der Pachtzinsen, Hilfe und Unterstützung den Arbeiter- und Bauernstreiks, gemeinsames Handeln mit den Arbeitern gegen den Faschismus und den Krieg, Bildung von Aktionskomitees der arbeitenden Bauern, Schaffung von Selbstschutzformationen, Angliederung an die antifaschistischen und antiimperialistischen Komitees, usw.

Der Kongreß begrüßte auch den Kampf der Bauerninternationalen, mit welcher er aber mit gar keinem organischen Bande gebunden ist.

Der Kongreß hat ferner den wirklichen Charakter der sogenannten Bauernunionsen entlarvt, die lediglich die Vertreter der Interessen der Großgrundbesitzer und der reichen Bauern sind, die wirklichen Helfershelfer der heutigen Unterdrückungsregimes.

Der Kongreß schloß seine Sitzungen am 29. März. Die Beschlüsse wurden einstimmig gefaßt. Es wurde ein Komitee von 24 Mitgliedern, Vertretern von allen Ländern Europas — darunter zwei Vertretern aus dem Balkan — gewählt. Das Generalsekretariat dieses Komitees wird aus 7 Mitgliedern bestehen und seinen Sitz in Berlin haben.

Am Vortage des Kongresses hat die Berliner Polizei es noch einmal zeigen wollen, daß sie nichts anderes ist als ein faschistisches Organ. Herr Zörgiebel hat sich wieder einmal würdig gezeigt der Rolle, die er am 1. Mai v. J. übernommen hatte, als 31 Arbeiter von der Berliner Polizei getötet wurden. Eine ganze Truppe von uniformierten und zivilen Polizeianten umzingelte den Kongreß, der jedoch öffentlich tagte, in Gegenwart einer sehr zahlreichen Zuhörerschaft. Die Berliner Polizei glaubte durch ihr Einschreiten die Arbeit des

Kongresses unterbrechen zu können. Sie kontrollierte die Pässe aller Anwesenden und arretrierte 26 Personen, unter denen sich 3 polnische Sejmabgeordnete befanden. Durch diese barbarische Willkür hat die Berliner Polizei ihre schwesterlichen Gefühle gegenüber den Faschismen anderer Länder ausdrücken wollen.

Trotz dieser niederträchtigen Aktion der Polizei des Herrn Zörgiebel hat der Kongreß seine Arbeiten fortgesetzt und energisch gegen diese Willkür protestiert.

Der Erste Europäische Bauernkongreß ist von sehr großer Bedeutung gewesen. Er hat gezeigt, daß die arbeitenden Bauern ganz Europas entschlossen sind, ihren Kampf für die Verbesserung ihrer trostlosen Lage und für ihre vollständige politische Befreiung fortzusetzen; daß sie diesen Kampf in intimer Zusammenarbeit mit der Arbeiterschaft und den unterjochten Völkern und nationalen Minderheiten führen.

Die Bedeutung dieses Kongresses ist aber für die arbeitenden Massen des Balkans ganz besonders hoch. Diese Balkanmassen werden sich von nun an an die große Familie der ausgebeuteten Arbeitenden ganz Europas noch inniger gebunden fühlen und werden ihren Kampf mit noch zäherer Energie führen, in der Zuversicht, daß sie von ihren Brüdern aus den anderen Ländern Europas tatkräftig unterstützt sein werden.

Die Bedeutung dieses Kongresses ist aber auch ganz besonders hoch für die nationalrevolutionären Bewegungen des Balkans. Denn, wie ihre Vertreter es vom Podium des Kongresses wiederholt proklamierten, diese Bewegungen sind überwiegend bäuerlich. Aus diesem Grunde werden sie in Hinkunft, an die Bewegungen der Arbeiter und der Bauern ganz Europas noch inniger gebunden, die Ankunft des Tages beschleunigen, der die in den Balkanstaaten bestehenden faschistischen Regimes umstürzen und die Föderation der Republiken der arbeitenden Massen des Balkans schaffen wird.

G. Kazanovsky

Neue blutige Ausschreitungen in der Dobrudscha Das Gemetzel von Bogdanowa

(Korrespondenz aus Dobrudscha.)

Im Martyrolog der Dobrudschaner werktätigen Massen ist eine neue blutige Seite geschrieben. Bogdanowo ist ihr Name, — fünf ermordete und zwölf schwerverwundete Bauern, ihr Ergebnis.

Die nationale Unterdrückung in Rumänien und besonders in der Dobrudscha feiert wahre Orgien. Die «demokratischen» Prinzipien, die die gegenwärtige nationalzarantische Regierung Maniu bei der Machtübernahme in alle Weltrichtungen hinausposaunte, sind heute schmähdlich und zynisch mit Füßen zertreten. Die demagogische Maske ist gefallen, und das, was darunter zum Vorschein kommt, ist das häßlich grinsende blutbefleckte Gesicht einer brutalen Klassenherrschaft, die mit kalter Berechnung und teuflischer Rücksichtslosigkeit ihre barbarische Denationalisierungs- und Kolonisierungspolitik in der Dobrudscha durchführt. Die physische Ausrottung des Dobrudschaner Elementes ist zum Gesetz dieser Politik erhoben, der faschistische Feldzug gegen die werktätigen Massen ist in vollem Gange.

Auf jeden Schritt und bei jeder Tat dieses Feldzuges offenbaren sich die schändlichen Methoden, deren sich das faschisierte Regime Maniu mit viel größerer Fertigkeit und Nachdruck als alle bisherigen Regierungen der rumänischen Oligarchie bedient. Unter diesem Regime sind die faschistischen Mordbanden, der in der Dobrudscha angesiedelten Kolonisten-Kuzowalachen zu einem wichtigen Bestandteil der Denationalisierungs- und Kolonisierungspolitik der großrumänischen Bourgeoisie geworden. Von ihr systematisch aufgehetzt und bewaffnet, werden sie auf die Dobrudschaner werktätigen Massen losgelassen, in deren Reihen sie mit beispielloser Grausamkeit blutig schlagen.

Die letzte ihrer Greuelthaten ereignete sich am 27. März d. J. und nahm folgenden Verlauf: Nachdem die Gemeinde weide des Dorfes Bogdanowo (Bezirk Bazargie) behördlich freigegeben und den Bauern wieder zur Verfügung gestellt werden mußte, wurde sie eines Tages von Kolonisten-Kuzowalachen gewaltsam besetzt, die sie zu pflügen begannen. Auf der am 27. März zwecks Beilegung der Streitigkeiten einberufenen gemeinsamen Versammlung der Bauern und der Kolonisten versuchten diese mit allen Mitteln, die Bauern zu provozieren. Auf den Befehl ihres Führers «Ergreift die Waffen!» verließen sie das Versammlungslokal, holten ihre vom Staate gelieferten Gewehre und eröffneten ein regelrechtes Schnellfeuer auf die hinausströmenden Bauern. An der Stelle wurden vier

Bauern ermordet und zwölf schwerverletzt, von denen einer einige Tage später im Krankenhaus von Constanza seinen Verletzungen erlag. Die Opfer dieses tückischen Ueberfalles sind, durchwegs Landarme, werktätige Bauern mit Familie. Uns sind bis jetzt nur die Namen von Penko Iljiew (39 Jahre, mit zwei Kindern), Atanas Enew (49 Jahre, mit drei Kindern), Mitju Georgiew (62 Jahre, sechs Kinder) und Stefan Stawew (17 Jahre) und des Kolonisten Tusca Steigianu, der von den Kuzowalachen selbst «zur Strafe» beschossen und verwundet wurde, weil er an den blutigen Ausschreitungen nicht teilnehmen konnte.

Diesem Gemetzel gingen eine Reihe anderer Blutthaten vor. Am 11. März ermordete der durch seine Grausamkeit berüchtigte Kuzowalach-Kolonist Roschu den Bauern Dimitir Teodorow und verwundete die Brüder Georg und Stefan Walkow.

Einige Tage später, am 20. März, wurde ein alter Bauer auf dem Wege von Baltischik nach seinem Dorfe von Kolonisten eingeholt, die unter dem Vorwande, daß er ein Bulgare ist, ihn überfielen und erschlugen.

Am 29. März wurde auf der Landstraße die gräßlich verstümmelte Leiche des armen Bauern Hristo Manow gefunden. Der Kopf und die beiden Arme waren vom Rumpf abgetrennt. Diese grausame Tat ist nachweisbar auch von Kolonisten-Kuzowalachen vollbracht worden.

Und wie reagierten darauf die Maniu-Behörden, die Inspiratoren aller dieser blutigen Ausschreitungen? Sie nahmen zynischerweise Massenverhaftungen unter den Bauern von Bogdanowo vor, ließen aber die blutbeladenen Kolonisten-Kuzowalachen freilaufen!

Die mächtige Protestwelle, die die werktätige Dobrudscha nach diesem furchtbaren Gemetzel erfaßte, ist nicht allein gegen das herrschende Maniu-Regime gerichtet, das seinen faschistischen Charakter schon restlos offenbart hat. Sie richtet sich auch gegen die niederträchtige Rolle der bodenständigen bulgarischen Bourgeoisie, die einige zaghafte Proteste wagte, aber durch ihre ganze Haltung sich mit der in Arbeiter- und Bauernblut wadenden faschistischen rumänischen Bourgeoisie vollkommen solidarisiert und ihre brutale Denationalisierungs- und Kolonisierungspolitik fördert. Sie richtet sich auch gegen die herrschende Bourgeoisie in Bulgarien, die aus sklavischer Unterwürfigkeit und um den Ausbau der imperialistischen und antisow-

jetischen Balkanfront nicht zu stören, die Protestversammlungen der Dobrudschaner Emigration in Bulgarien mit brutaler Polizeigewalt auflösen und die Teilnehmer verhaften und blutig mißhandeln läßt.

An der Spitze der Protestbewegung der werktätigen Dobrudscha stellen sich die Dobrudschaner Revolutionäre Organisation, die Kampforganisation der national- und sozialunterdrückten Dobrudschaner werktätigen Massen, und der Arbeiter- und Bauernblock. Sie zeigen den Massen den einzigen Weg der Niederringung des blutigen Denationalisierungs- und Kolonisierungskurses der faschistischen Maniu-Regierung — den Weg des entschlossenen, zähen revolutionären Kampfs.

Dieser Ruf findet ein starkes Echo. Ein Kennzeichen des wachsenden Kampfwillens der Dobrudschaner werktätigen Massen und ihres revolutionären Aufschwunges, der durch keinen blutigen Terror aufgehalten werden kann und nur vertieft und gestählt wird, ist die Initiative der werktätigen Bauern von Bogdanowo, ein Hilfskomitee zur Unterstützung der Opfer und ihrer Hinterbliebenen zu gründen. Diese Initiative ist von der gesamten werktätigen Bevölkerung der Dobrudscha mit Begeisterung aufgenommen und nun ist eine breite Bewegung für die Bildung solcher Arbeiter- und Bauernkomitees im Gange. Ueber den Rahmen ihrer helfenden Tätigkeit hinaus, haben diese Komitees die Aufgabe, Organe des Kampfes der Dobrudschaner werktätigen Massen gegen den faschistischen Terror und die Reaktion zu sein.

Der trotz aller blutigen Ausschreitungen der rumänischen Oligarchie und ihrer nationalzarantistischen Agente ungebrochene Kampfwille der Dobrudschaner Massen soll ein Ansporn sein für das internationale Proletariat und die fortschrittliche Öffentlichkeit, ihre Proteststimme für die national Unterdrückten in Rumänien zu erheben und ihnen tatkräftig zur Hilfe zu eilen. Bogdanowo ist nach Staroselo, Kotschina, Aidemir, Kawurga, Kadiraschik, Gjora, Tschatalar usw. einer der blutigen Meilensteine auf dem leichtenbedeckten Weg des brutalen faschistischen Feldzuges, es ist nur ein logisches Glied der barbarischen Denationalisierungs- und Kolonisierungspolitik des Maniu-Regimes, die zwangsläufig neuen Greueln, neuen Blutbädern unter den national unterdrückten Völkern und den nationalen Minderheiten entgegenschreitet. Es gilt, das Rückgrat dieses Systems zu brechen durch die Entfesselung einer mächtigen Protestbewegung in internationalem Maßstab, durch das Aufwecken und Wachhalten des Menschengewissens, durch das Zementieren der Einheitsfront der kämpfenden rumänischen und Dobrudschaner werktätigen Massen mit der Europas und der ganzen Welt.

A. R.

Protestschreiben der Einwohner der Stadt Silistra (Dobrudscha)

Wir Unterzeichneten, Bürger der Stadt Silistra, sind tief empört über die wilden Taten, die in der Nacht vom 29. März 1930 im Dorfe Bogdanow, Distrikt Caliacra, verübt wurden — gerade jetzt, wo im Parlament die Vorlage des berüchtigten Gesetzes zur Aenderung der Neu-Dobrudscha besprochen wird.

Wir sind täglich Zeugen von Fakten, die die völlige Passivität der Behörden zeigen, von Fakten, die die Entnationalisierung der Neu-Dobrudscha, den vollkommenen ökonomischen Ruin der Einwohner und die Gefährdung des Lebens alle jener, die ihr Heim nicht den Herrschern des Tages überlassen wollen, begünstigen. Wir protestieren energisch.

Wir sind der Meinung, daß der mächtige Unterdrückungsapparat des Staates, der den Beweis seiner Kraft und Lebensfähigkeit erbringt, wohl — wenn er will — imstande ist, der Organisation der Kutzowalachen ein Ende zu setzen und könnte also auch grausame Maßnahmen verhindern,

die von unverantwortlichen, an der Verbreitung von Haß unter den hiesigen Nationen interessierten Kreisen inspiriert sind.

Wir verlangen, daß endlich Schluß gemacht wird mit diesem Zustand, der das Vorspiel von Aufständen und Massenmetzelen ist, und daß das Leben und die Habseligkeit der Einwohner, gleichviel welcher Nation, garantiert wird, nicht nur auf dem Papier.

(Folgen 112 Unterschriften, meistens aus den Mittelschichten.)

Kampfsolidarität zwischen streikenden Arbeitern und Matrosen in Griechenland

Während des Tabakarbeiterstreiks von Saloniki, an dem 4500 Arbeiter drei Wochen hindurch (von Mitte März bis anfangs April) teilnahmen und der mit einem Teilsieg der Arbeiter endete, spielte sich ein Ereignis großartiger Kampfsolidarität zwischen den Streikenden und den Matrosen der Kriegsflotte, die gerade um die Zeit in der Bucht von Saloniki Kriegsmanöver abhielt, ab.

Angesichts der Wichtigkeit dieses Ereignisses, das von einer ganz anderen Seite die ernste Lage in Griechenland beleuchtet und ein Bild über die allgemeine Radikalisierung der werktätigen Massen, nicht nur der im Betrieb stehenden Arbeiter und der armen Bauern, sondern auch der im Waffenrock stehenden Söhne der Werktätigen gibt, betrachten wir es als unsere Pflicht, unseren Lesern eine kurze Beschreibung dieses bedeutenden Vorfalles zu geben.

Am 29. März, als sich der Streik noch in seinem Höhepunkt befand, versuchte eine Gendarmeriepatrouille, die eine Fabrik vor den Streikenden bewachte, eine Selbstschutzorganisation der streikenden Tabakarbeiter aufzulösen. Die Folge war ein heftiger Zusammenstoß zwischen Arbeitern und Gendarmen, wobei die letzteren mit dem Gewehrkolben wild auf die Arbeiter losschlügen. Als eine größere Gruppe von Matrosen des Kreuzers «Aweroff», die einen kurzen Urlaub für einen Spaziergang in die Stadt erhielten, zufällig den Zusammenstoß sahen, gingen sie auf die Seite der Arbeiter und verprügelte arg die Gendarmen. Herbeigeführten Gendarmerieverstärkungen ist es mit Mühe und Not gelungen, zwei Matrosen zu verhaften, die daraufhin interniert wurden. Der Vorfall rief unter den Streikenden und im allgemeinen unter der Arbeiterschaft Salonikis eine unbeschreibliche Begeisterung hervor. Die Matrosen der Hauptbasis der Kriegsflotte Griechenlands richteten an die Matrosen des Kreuzers «Aweroff» und an die zwei Verhafteten ein begeistertes Begrüßungsschreiben. Auch im allgemeinen wurde dieser Solidaritätsakt von allen Arbeitern des Landes begrüßt.

Eine Gruppe von Matrosen bringt in Praxis ihre Solidarität zu den kämpfenden werktätigen Massen zum Ausdruck. Dieses Ereignis ist kein bedeutungsloser Vorfall, es ist der Ausdruck der heutigen Lage, des revolutionären Aufschwunges in Griechenland und auf dem Balkan. Mögen die Soldaten und Matrosen der anderen Balkanländern dem Beispiele ihrer griechischen Kampfgenossen folgen, mögen sie bei jeder Gelegenheit ihren Willen mit den Arbeitern und armen Bauern, mit den national unterdrückten Volksmassen des Balkans, gemeinsam zu kämpfen, genau so zum Ausdruck zu bringen, wie die Matrosen der griechischen Flotte, wie vor kurzem die Soldaten in Kilikien und wie noch in Dutzenden von Beispielen die Matrosen und Soldaten Griechenlands in Praxis getan haben.

Vier Tage nach der pompösen Feier des hundertjährigen Jubiläums der «Befreiung» Griechenlands vom türkischen Joche durch die griechische Bourgeoisie könnte wahrhaftig seitens der Matrosen keine bessere Antwort, die ein besseres Bild über die «Freiheiten» in Griechenland zeigt, gegeben werden.

Phedon

Prix de la simple Edition: A ou B: par No.: doll.: 0.05; fr. suisse: 0.25; fr. frs.: 1.25; mark: 0.20; schilling: 0.30. Abonnement 6 mois: doll.: 0.60; fr. suisses: 3.-; fr. frs.: 15.-; marks: 2.40; schillings: 3.60.

SOMMAIRE

Notre nouvelle adresse: Wien, IX., Postamt 71, Postfach 50
Prière d'adresser tout envoi d'argent à: La Fédération Balkanique
— Postcheckkonto No. D-73.796 Wien, Autriche —

Prix de la double Edition: A et B: par No.: doll.: 0.10; fr. suisse: 0.50; fr. frs.: 2.50; mark: 0.40; schilling 0.60. Abonnement 6 mois: doll.: 1.20; fr. suisses: 6.-; fr. frs.: 30.-; marks: 4.80; schillings 7.20.

Texte français (pages 2921—2927)

La Revolution aux Indes — Une Adresse du Comité des organisations nationales révolutionnaires des Balkans, aux révolutionnaires des Indes — P. Louis: La Yougoslavie, centre névralgique de l'Europe — Un Appel aux masses travailleuses de la Macédoine et à l'opinion publique mondiale avancée — D. Vlahoff: La Société des Nations, et les memorandums et pétitions macédoines et leur sort — B. Ritsky: Les convulsions des impérialismes balkaniques — L. Fundo: L'impérialisme italien en Albanie — La mort aux Albanais — la terre aux gens de la „Main Blanche“

Texte allemand (pages 2927—2932)

Die Revolution in Indien — Eine Adresse des Komitees der nationalrevolutionären Organisationen des Balkans an die Revolutionäre Indiens — Ein Appell an die arbeitenden Massen Mazedoniens und die fortschrittliche öffentliche Meinung der ganzen Welt — G. Kazanovsky: Der Erste Europäische Bauernkongreß in Berlin — A. R.: Neue blutige Ausschreitungen in der Dobrudscha — Protestschreiben der Einwohner der Stadt Silistra (Dobrudscha) — Phedon: Kampfsolidarität zwischen streikenden Arbeitern und Matrosen in Griechenland